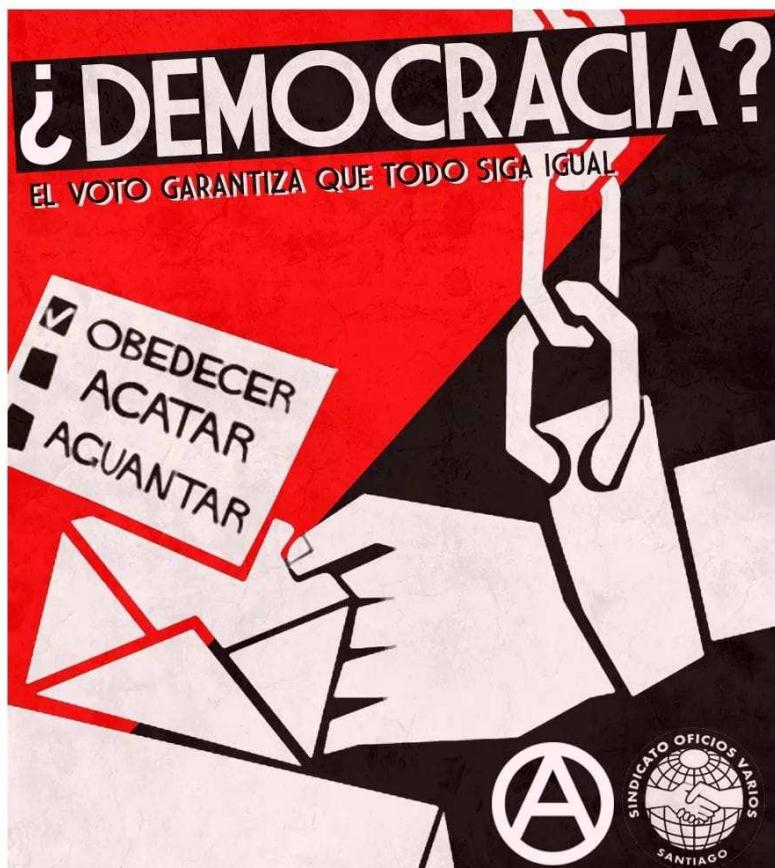


LE CHILI APRES UN AN DE REVOLTE POPULAIRE ... POINTS DE VUE ANARCHISTES

**La Nouvelle Constitution : tout changer pour ne
rien changer, ou quand les politiciens volent
au secours de l'Etat et du Capitalisme ...**



ÉDITIONS

CNT
AIT

CHILI

Introduction : le contexte historique et social	1
Appel à la solidarite, Aux anarchistes de la planète.....	11
Révolte populaire et référendum constitutif au Chili - Analyse de la situation d'octobre 2019 à octobre 2020.....	12
A bas la constitution !	27
Solidarité avec Monica, Francesco et tous les prisonniers politiques du Chili !....	28
Vos miettes sont notre richesse !	31
Ils vaincront mais ils ne convaincront pas	33
Que la rage vous organise	35
Récupération de la Place de la Dignité à Santiago du Chili.....	36
A propos de la révolte au Chili : «Ce n'est pas que pour les 30 pesos ... »	37
Après un mois de manifestations dans la région Chilienne (SOV Santiago).....	42
“¡No queremos ser milicos”, la lutte contre le service national.....	47
Santiago est à nous !	49
Solidarité de l'AIT et de ses sections avec la révolte populaire du Chili	51



Logo de l'Assemblée Anarchiste de Bio-Bio

INTRODUCTION : LE CONTEXTE HISTORIQUE ET SOCIAL

Le Chili, pays d'Amérique latine, bande de terre étroite coincée entre l'Océan Pacifique et la cordillère des Andes est aux antipodes de la France. Ce petit pays, qui a longtemps été vanté comme un miracle économique, est secoué depuis Octobre 2019, par une révolte sociale et populaire qui n'est pas sans rappeler les Gilets Jaunes, et qui ne peut laisser indifférent toute personne qui s'intéresse à la question révolutionnaire, notamment les anarchosyndicalistes.

Depuis le début du XXème siècle, l'économie du Chili se caractérise par l'exportation de matières premières : produits agricoles (vin, avocats, fruits rouges, kiwi, pommes, raisin, bois et pâte à papier ...) et de la pêche (saumon, dont il est le premier producteur mondial, farines de poisson) ; cuivre (dont il est le premier exportateur au monde, avec 36 % du marché mondial), pétrole, etc. ... Ces produits sont exportés essentiellement sans transformation industrielle, et donc sans valeur ajoutée. Aussi l'économie « extractiviste » Chilienne est-elle depuis toujours très dépendante des exportations et les fluctuations des prix mondiaux du cuivre (qui représente 50% des exportations) affectent fortement ses résultats.

Elle est aussi de fait très dépendante de son principal investisseur et client majeur, les Etats Unis, qui font du Chili et de ses ressources minières stratégiques (cuivre) leur chasse gardée.

Le contexte historique, économique et social du Chili : une économie orientée vers les exportations de matières premières

Le mouvement ouvrier s'est structuré très tôt au Chili, avec l'arrivée de migrants en provenance d'Europe, et notamment d'Espagne ou d'Italie, déjà influencés par les théories de Bakounine et de l'anarchisme. Les premiers syndicats, regroupés dans le FOCH (Fédération Ouvrière du Chili) se créent dès 1905, de tendance anarcho-syndicaliste, et arrivent à regrouper 50 000 adhérents sur une population totale de 3 millions d'habitants. De grandes grèves éclatent : en 1903 (ouvriers du port à Valparaíso), 1905 (travailleurs des abattoirs à Santiago ; Semaine Rouge), 1906 (salpêtre et chemins de fer). En décembre 1907, à Iquique, des centaines de travailleurs grévistes chiliens sont massacrés par l'armée. Entre 1911 et 1920, on compte 293 grèves au Chili : la très grande majorité pour demander la réduction de la journée de travail et l'augmentation des salaires. 1919 et 1920 voient se perpétrer les répressions sanglantes de Porto Arenas et de San Gregorio.

En décembre 1919, dans les ports; se créent les IWW du Chili (*Industrial Workers of the World*), sous l'influence de marins américains affiliés aux IWW des

USA. Toutefois, sous l'influence de marins argentins affiliés pour leur part à la FORA, alors en pleine effervescence révolutionnaire, les IWW du Chili vont s'éloigner du syndicalisme révolutionnaire industrialiste des IWW américains et prendre une position nettement anarchosyndicaliste, en rejoignant l'AIT¹, dès sa création en 1922.



Manifestation des IWW Chiliens, 1920

Les IWW Chiliens avaient une portée nationale, d'Iquique à Corral. Ils se déclarent ennemis du Capital, du gouvernement et de l'Église, et leurs tactiques habituelles étaient la grève, le boycott et le sabotage. Ils eurent une énorme influence sur les marins de Valparaíso, Iquique et Antofagasta, et organisèrent aussi es syndicats des boulangers, de travailleurs des arsenaux, de maçons et de cordonniers. Ils mirent aussi en place des cliniques gratuites pour les travailleurs nécessiteux. Parmi les membres dont on garde la mémoire, on peut citer Juan Onofre Chamorro, Armando Triviño, Pedro Ortuzar et Porfirio Soto, entre autres. Cette puissance du syndicalisme anarchiste contribue à répandre les idées d'expropriation, de gestion directe et/ou d'auto-organisation (on ne dit pas encore autogestion), et d'autonomie vis-à-vis de la puissance publique dans le Chili de la première moitié du XX^e siècle.

Après la Révolution russe, le mouvement ouvrier au Chili comme partout se divise. Les socialistes et les communistes prennent le contrôle de la FOCH. Les IWW subissent une répression terrible, victime d'une véritable « terreur blanche » de la part de la bourgeoisie, amenant à leur disparition. Les anarchosyndicalistes essaient à plusieurs reprises de se regrouper, FORCH (Fédération Ouvrière de la Région Chilienne), CGT Chilienne ... tentatives qui se fracassent entre la répression et les manœuvres communistes. Le coup d'Etat militaire de 1927 puis la crise mondiale de 1929 qui frappe durement ce pays exportateurs finissent de liquider l'ensemble du mouvement révolutionnaire. Ne subsiste plus que des syndicats institutionnels qui jouent la carte de l'intégration dans le système.

Dans les années 1960, le mécontentement social notamment de la jeunesse aboutit à l'apparition de groupes de guérilla. Certains anarchosyndicalistes

¹ Association Internationale des Travailleurs, organisation internationale anarchosyndicaliste qui existe toujours, et dont est actuellement membre la CNT-AIT en France

participent alors à la création du MIR (Mouvement de la Gauche Révolutionnaire), même s'il est dominé par les marxistes. Dans les années 70, ces anarchosyndicalistes – autour de Miranda – évolueront vers une position réformiste, participant aux élections pour la présidence du syndicat CUT (ils recevront 0,35% DS voix) et proposant la création d'un « parti politique libertaire », ce qui leur vaudra les critiques des anarchistes restés fidèles aux principes anti parlementaires.

Dans les années 60 et 70, les entreprises étrangères et essentiellement nord-américaines réalisaient d'énormes profits au Chili. En exploitant la majeure partie des mines de cuivre, la Kennecott et l'Anaconda Company y réalisaient respectivement 34,8 % et 20,2 % de leurs bénéfices annuels. L'International Telephone Telegraph (ITT) détenait 70 % de la Chitelco, la compagnie de téléphone chilienne. L'arrivée au pouvoir, par les élections, du Front Populaire du Président Salvador Allende en 1970 est un coup de tonnerre. Il nationalise de nombreuses entreprises, dont la Chitelco, ce qui est perçu comme une véritable déclaration de guerre par le gouvernement Américain du très conservateur Nixon, par ailleurs englué dans la guerre au Vietnam. La subversion communiste est aux portes des USA ... L'ITT s'engage contre le gouvernement chilien : elle investit un million de dollars dans les caisses noires du Parti républicain afin d'encourager l'administration Nixon à renverser Allende et, poussant au blocus, finance une campagne médiatique contre Allende.

La CIA reçoit pour instruction de Richard Nixon de « *faire crier l'économie* » chilienne. Les avoirs et biens chiliens aux États-Unis sont bloqués, les machines et pièces de rechange pour les mines sont placées sous une interdiction d'exportation, des pressions sont effectuées à l'international pour empêcher la consolidation de la dette chilienne et pour faire baisser le cours du cuivre. Le FMI et la Banque mondiale, dirigée par Robert McNamara (ex-secrétaire à la Défense des États-Unis) refusent tout prêt au pays.

Finalement, le 11 septembre 1973, un coup d'Etat militaire porte le général Pinochet à la tête du pays. Une période de 16 ans d'une dictature extrêmement brutale et meurtrière s'ouvre. Les anarchistes, regroupés dans la Fédération Libertaire du Chili (FLCH)², sont arrêtés, déportés, torturés voire assassinés comme de nombreux autres militants révolutionnaires. Ceux qui réussissent à s'échapper

² La FLCH est née de la rencontre de vieux militants avec des jeunes désillusionnés par le MIR. Pendant sa brève existence, la FLCH a notamment averti le mouvement révolutionnaire sur l'imminence d'un coup d'état et souligné l'incapacité qu'aurait le gouvernement de Front Populaire à le faire échouer.

fuient en exil.

Le général Pinochet et ses mentors américains de la CIA entendent profiter de leurs pleins pouvoirs pour faire du Chili le laboratoire qui démontrera la supériorité du modèle économique Capitalisme et ainsi éloignera le spectre de la subversion communiste, au Chili et dans le reste de l'Amérique latine. Le pays s'engage dans une politique ultra-capitaliste, dite « néo libérale », sous l'orientation des *Chicago Boys*, groupe d'économistes chiliens des années 1970, formés à l'Université pontificale catholique du Chili puis à l'Université de Chicago et influencés par les économistes libéraux Milton Friedman et Arnold Harberger.

Le « miracle chilien », laboratoire du néo-libéralisme capitaliste, et sa face sombre ...

On parle alors du « miracle chilien », selon une formule de Milton Friedman. Toute l'économie est privatisée (à l'exception des mines de cuivre) ainsi que les services publics (santé, éducation). En 1981, les retraites sont privatisées à leur tour. Les Chiliens sont obligés de déposer 10 % de leurs salaires en vue de leur retraite sur des comptes gérés par six entités privées, les Administrations des fonds de pensions (AFP). Celles-ci placent le tiers des cotisations en Bourse ou dans de grandes entreprises, sous forme d'investissements à très bas taux d'intérêt. Seulement 40 % des cotisations sont redistribués sous forme de retraites dont les montants sont déterminés par la fluctuation des marchés. Unique au monde, ce système rapporte d'énormes bénéfices aux AFP.³

Le libre-échange économique est soutenu au niveau international, afin de supprimer les droits de douanes qui pèsent sur les exportations chiliennes. Entre 1976 et 1990, le Chili connaît une importante croissance économique, supérieure à 5 % par an en moyenne.

Les *Chicago boys* soutiennent et participent à la dictature, justifiant publiquement le caractère autoritaire du régime. Sergio de Castro, le leader du groupe, devient conseiller du ministre de l'Économie le 14 septembre 1973, soit 4 jours après le coup d'Etat, puis sera ministre de l'économie et des finances jusqu'en 1982. Ils se trouvent dans un premier temps dans une situation de contrôle sans précédent : syndicats indépendants et opposition politique réprimés, « suspension » des partis politiques, destruction de la gauche (par l'arrestation, l'assassinat, ou l'expulsion de ses militants), un contrôle qui porte aussi bien sur les salaires que sur la politique fiscale et monétaire, les taux de change et les statistiques, un contact direct avec Pinochet qui monopolise le pouvoir politique. Cette situation leur

³ Au Chili, les inégalités n'en finissent pas de se creuser », *Le Monde.fr*, 18 novembre 2017

permet de mettre en place d'importantes réformes économiques structurelles néolibérales (dont certaines vont pourtant à l'encontre de la base et de la clientèle corporatiste de Pinochet !). Faisant preuve d'un cynisme absolu, Sergio de Castro, reconnaît que « *l'opinion publique* » leur « *était très défavorable* », et qu'ils ont eu besoin de Pinochet pour appliquer leur politique.

Les économistes Stéphane Boisard et Mariana Heredia notent que « *L'application de ces programmes économiques « antipopulaires », n'a été possible que grâce à une violente répression de l'opposition politique et du mouvement ouvrier dans leur ensemble.*⁴ » Même Margaret Thatcher, pourtant peu réputé pour sa fibre sociale ou humaniste, écrit en 1982 que « *certaines des mesures prises au Chili seraient inacceptables en Grande-Bretagne, où il existe des institutions démocratiques* »⁵.

Toutefois la médaille du « jaguar de l'Amérique latine » à son revers ... Le « miracle » est surtout pour les riches : le boom économique s'accompagne d'une explosion de la misère et du chômage – qui passe de 4,8 % en 1973 à 17,9 % en 1978 et 31 % en 1983 –, les salaires sont écrasés, les aides sociales sont supprimées, alors que dans le même temps une petite oligarchie capte entre ses mains toute la richesse produite. Ainsi, entre 1974 et 1989, les revenus des 10 % des ménages chiliens les plus riches ont augmenté 28 fois plus vite que les 10 % des ménages chiliens les plus pauvres⁶. Et ce d'autant plus que la faible proportion de femmes au travail (la plus basse d'Amérique), nuit à la réduction du chômage. Il existe aussi une grande différence salariale entre hommes et femmes.

D'après l'organisme économique CENDA, « *la dictature de Pinochet a transformé le Chili en une économie rentière. Un petit groupe de grandes entreprises s'est approprié les grandes ressources naturelles du pays et vit de sa rente* ». Actuellement, selon le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), 1 % des Chiliens concentrent 33 % des revenus du pays⁷.

La crise mondiale des années 80 et la chute des cours du cuivre ont entraîné le Chili dans une grave crise en 1982, qui nécessite un ajustement du modèle. L'opposition ayant été laminé, le risque de subversion disparaît avec la chute du

⁴ Stéphane Boisard, Mariana Heredia, « Laboratoires de la mondialisation économique », *Vingtième Siècle Revue d'histoire*, 2010

⁵ Lettre de Margaret Thatcher à Friedrich Hayek, 17 février 1982, publiée pour la première fois par Naomi Klein (d'après l'original conservé au fonds Hayek de la Hoover Institution), dans *La Stratégie du choc*, 2008, p. 163.

⁶ Article du Figaro du 13 mars 1990

⁷ « Les impasses du néolibéralisme à la chilienne », lesechos.fr, 17 décembre 2017

mur de Berlin en 1989, l'effondrement du « communisme » et la déroute de toutes les guérillas marxistes. Le Pouvoir décide alors d'assouplir sa politique, d'autant plus que l'appareil répressif coûte très cher⁸, et que l'étouffoir de la liberté d'expression muselle aussi toute innovation, nouveau moteur de l'économie mondiale.

La transition démocratique : tout change (politiquement) pour que rien ne change (socialement et économiquement) ...

Comme en Espagne après la mort de Franco, c'est donc une coalition « gauche – chrétiens démocrates » qui assurera la transition vers la « démocratie ». Par démocratie il s'agit surtout d'un plus grand libéralisme politique et le retour du multipartisme. Par contre il n'est pas question de démocratie sociale : « *Le lourd héritage néolibéral de Pinochet est pratiquement intact, car tout est encore privatisé, les retraites, mais aussi la santé et l'éducation* »⁹

Le Chrétien démocrate Patricio Aylwin est élu président en 1990. Pinochet lui cède alors son poste à la tête de l'Etat mais demeure encore sept ans chef des armées. Si Pinochet sera arrêté en 1998 à Londres, à la suite d'un mandat d'arrêt espagnol pour « génocide, terrorisme et tortures », il sera finalement relaxé par la cour d'appel en 2005 et les recours déposés par les familles de ses innombrables victimes seront jugés « irrecevables ». Il meurt dans son lit en 2006.

Le libéralisme politique social-démocrate-chrétien s'accommode très bien du néolibéralisme économique pinochétiste. La Constitution héritée de la période de la Dictature reste inchangée, et le Chili se lance encore plus dans la mondialisation économique, devenant le champion incontesté des Traités de Libres Echanges dont les signatures s'enchaînent avec de nombreux pays (USA, Canada, Mexique, Union européenne, Corée du Sud, Chine...), représentant 65% de la population mondiale. Le Chili est devenu en une vingtaine d'années une des économies les plus mondialisées et compétitives au monde¹⁰.

Cependant, même avec de bons indicateurs, l'économie chilienne présente un grave défaut : l'inégalité de distribution des richesses qui génère un grand fossé social entre riches et pauvres. Le coefficient Gini, qui mesure l'écart entre les riches et les pauvres, place le Chili comme le pays le plus inégalitaire parmi les membres

⁸ La part du budget de l'armée – qui a conservé les uniformes et casques inspirée des nazis, symbole glaçant - passe de 10 % en 1973 à 32 % en 1986

⁹https://www.lemonde.fr/economie/article/2017/11/18/au-chili-les-inegalites-n-en-finissent-pas-de-se-creuser_5216845_3234.html

¹⁰ <https://copperalliance.fr/lindustrie/economie/>

de l'OCDE (organisation des pays « développés »)¹¹.

La croissance spectaculaire de l'économie chilienne a été portée pendant 30 ans pas les exportations de cuivre, la demande mondiale du métal rouge ayant doublé pendant cette période avec le développement des villes et des réseaux (électriques, téléphoniques) ainsi qu'avec l'explosion de l'électronique. Le développement accéléré de la Chine a accentué cette demande, l'Empire rouge étant à lui seul le responsable de l'intégralité de l'augmentation de la demande mondiale du métal de la même couleur durant ces 10 dernières années.

Le ralentissement économique mondial et singulièrement Chinois après la crise de 2008 entraîne une chute des cours des matières premières, qui se traduit à partir de 2015 par un ralentissement brutal d'une économie chilienne quasi exclusivement orientée vers les exportations de matières premières brutes. En absence de système de protection sociale, les profondes inégalités ne cessent de se creuser.

En 2011, une première révolte secoue le pays à l'initiative des étudiants ; ils réclament l'éducation gratuite. Ils sont durement réprimés. Des petits groupes anarchistes de tendance insurrectionnaliste font leur apparition, multipliant les actions symboliques contre les représentants du système injuste (police, églises, ...). Toutefois, depuis 1989, la société chilienne reste profondément marquée par sa dépolitisation. Le Pouvoir et la Présidence alternent entre socio-démocrate (Michèle Bachelet, 2014- 201) et conservateurs (Sébastien Piñera, 2010-2014 puis depuis 2018), mais rien ne change dans le fond.

Un embrasement local dans un contexte global ...

En octobre 2019 alors que le pays est considéré comme un des plus stables d'Amérique latine, se déclenche une vague de contestation sans précédent. A l'annonce de l'augmentation du prix de ticket de 30 pesos, les lycéens décident de ne pas payer le métro et de resquiller en masse. La police réprime brutalement ce mouvement de la jeunesse, entraînant les parents à descendre dans la rue à leur tour.

En fait, dans ce pays où l'économie est tirée par les exportations, la conjoncture internationale est suivie et commentée. Paris avec les gilets jaunes à l'Arc de triomphe, Alger et le Hirak, Khartoum au Soudan et ses femmes en première ligne, Hong Kong et ses parapluies ... il n'échappe à personne qu'une flambée de protestations embrase le monde depuis plusieurs mois.

Même si les motifs sont différents et les contextes locaux singuliers, les

¹¹ « Au Chili, les inégalités n'en finissent pas de se creuser », *Le Monde.fr*, 18 novembre 20

mouvements massifs de protestation qui émergent d'un continent à l'autre partagent bien plus que des slogans (« dégagez », « qu'ils partent tous ») ou des techniques de manifs (occupation des places, assemblées populaires sans leader, affrontements assumés avec la police). Selon Hardy Merriman, président du Centre international des conflits non violents (ICNC) « *un élément commun à ces mouvements est ce profond malaise vis-à-vis des autorités qui résulte parfois d'années de griefs accumulés. Les gens ont le sentiment que leur dignité est bafouée et se rendent compte que s'ils ne fixent pas de limites aux dirigeants les abus perdureront.* ». Pour Maria Fantappie, analyste à l'International Crisis Group : « *Il ne faut pas lire ces mouvements dans un contexte uniquement d'un pays spécifique. Il faut les comprendre comme une expression d'un état de désenchantement vis-à-vis de tout un système, d'une économie néolibérale, qui provoque des ravages surtout parmi les plus jeunes. Tout est lié.* »¹².

Le 1^{er} octobre c'est la capitale équatorienne quasi-voisine, Quito, qui s'enflamme pour une augmentation des transports : dans ce pays andin, ordinairement tranquille et pacifique, les gens ont spontanément occupé la rue pour s'affronter avec la police, à l'image des Gilets Jaunes en France¹³. Les images du Président équatorien Lénine (sic) Moreno, contraint le 7 octobre de fuir en hélicoptère son palais présidentiel dans la capitale pour rejoindre la ville côtière de Guayaquil, frappent tous les esprits. Or l'Equateur et le Chili sont communément considérés comme deux îlots de prospérité, à l'abri des antagonismes qui partout ailleurs fracturent l'Amérique latine ... Les esprits sont échauffés et se nourrissent de ces images d'affrontements, que ce soit en France ou à Quito, qui passent en boucle sur les réseaux sociaux. Le 7 octobre, les étudiants organisent pour 5 jours les premières « *evasiones masivas* » (fraudes dans le métro sautant par-dessus les tourniquets) à la station Universidad de Chile. Les autorités du métro réagissent avec des fermetures partielles et des accès contrôlés par les forces de l'ordre qui répriment avec brutalité les fraudeurs. C'est l'étincelle qui met le feu aux poudres, le 18 octobre les parents rejoignent leurs enfants étudiants dans la rue, avec la ferme volonté de se faire respecter ... Le décor est planté, l'Histoire peut commencer ...

A propos de cette brochure et des enseignements de la situation Chilienne ...

Cette brochure est une compilation de différents textes écrits par des groupes

¹²« Du déclencheur local à la révolte globale, la convergence des luttes dans le monde », *Le Monde*, 08 novembre 2019

¹³ Sur la révolte en Equateur, cf. notre brochure « Equateur, octobre 2019 : Eruption populaire dans la « terre du milieu »

anarchistes chiliens, acteurs du mouvement depuis le début (*Proyecto Educativo Libertario, Sindicato Oficios Varios SOV* de Santiago, *Sociedad de Resistencia Oficios Varios Valparaíso SROV, Grupo Anarquista Germinal-Amigos de la AIT* de Concepción). Nous avons traduits ces textes au fur et à mesure de leur parution et nous les avons publiés sur notre site internet (<http://cnt-ait.info>) ou notre page Facebook (@chatsnoirsturbulents). Pour une meilleure compréhension, nous avons parfois ajouté dans cette brochure des éléments de contexte, ou des appréciations sur l'analyse développée par les compagnons. Ils sont alors précédés de l'abréviation NdT, Note des Traducteurs.

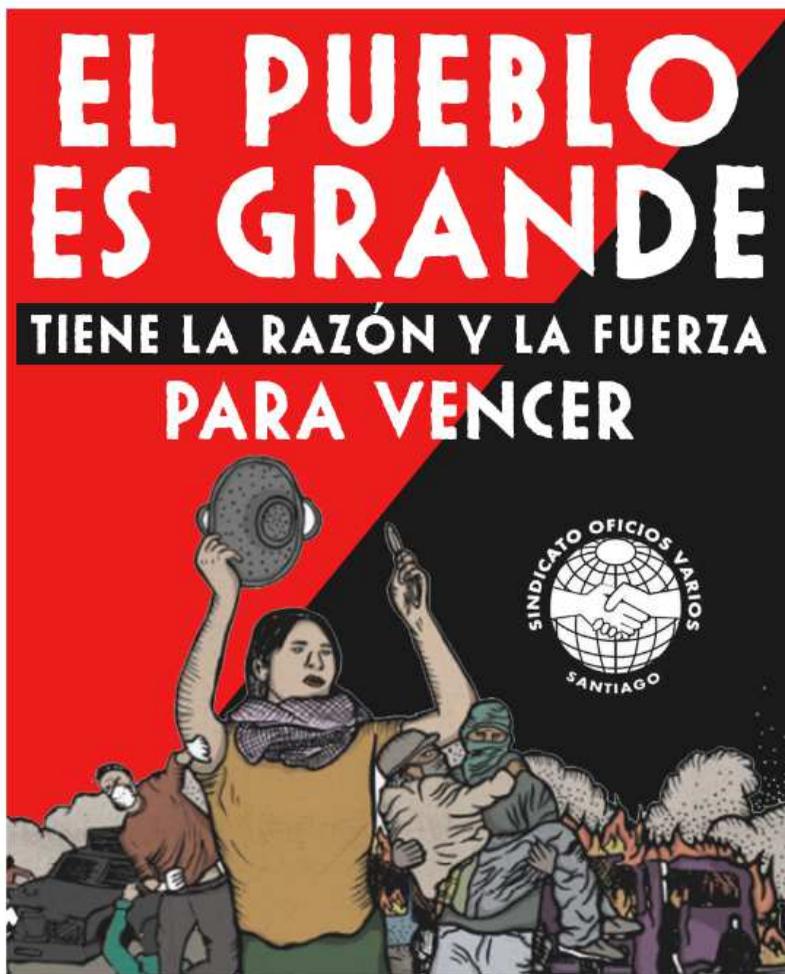
Les textes publiés ici adoptent tous évidemment un parti pris anarchiste, et à ce titre sont certainement partiels et partiiaux. Mais les actions du mouvement populaire au Chili trouvent de profondes résonances avec les idées et la pratique anarchiste partout dans le Monde. Nous avons aussi placé en introduction la traduction d'une brochure d'analyse sur la situation à la date d'Octobre 2020, par l'Assemblée Anarchiste de Bio-bío. Ce texte nous a paru important car il analyse comment le Pouvoir (partis politiques tous confondus, entrepreneurs, église ...) essaie de sortir de la crise tout en préservant sa structure, alors qu'elle est largement remise en cause par les manifestants qui aspirent souvent à un autre futur. Les partis politiques, et notamment les partis politiques de gauche, jouent à fond leur rôle de « pompiers du système » en prêtant leur concours à la mascarade du référendum pour le changement de Constitution. Alors que la demande des manifestants porte sur des mesures sociales et économiques, c'est une mesure politique – une nouvelle constitution – que le Pouvoir leur présente comme sortie de crise. Autrement dit, il s'agit de mettre en place une « seconde transition », faire en sorte que tout change (politiquement) pour que rien ne change (socialement et économiquement). Ce scénario d'une nouvelle constitution peut tout à fait nous être présenté demain en France, comme pseudo-sortie de la crise née de l'irruption des Gilets jaunes en Novembre 2018, puis de la crise née du Covid en 2020. Macron en reprend déjà partiellement l'idée, avec sa proposition de référendum sur la Constitution pour y intégrer l'écologie. Et tous les pseudos opposants mais vrais parasites du système politique dont ils se gavent, à savoir les Mélenchons et autre le Pen, aboient aussi pour l'arrivée d'une nouvelle constitution.

L'expérience Chilienne de la gestion privée des retraites, confiées à des Administrateurs de Fonds de Pensions est aussi éclairantes, alors que c'est ce modèle que la Capitalisme essaie de mettre en place en France depuis des décennies et que le gouvernement a annoncé sa ferme intention de pousser plus encore dans cette direction avec la soit disant Réforme des retraites.

Nous avons donc intérêt à suivre de près l'évolution de la situation au Chili, et

apporter notre solidarité dans la mesure de nos moyens à ceux qui luttent là-bas pour des perspectives révolutionnaires. C'est pour cela que nous avons ajouté dans notre brochure quelques textes sur les actions de solidarités prises par les sections de l'AIT (Association Internationale des Travailleurs, internationale anarchosyndicaliste) avec les révoltés chiliens. Et que nous appelons à la solidarité avec les milliers de prisonniers politiques Chiliens, tels nos compagnons Monica et Francesco.

Des militants de la CNT-AIT



Affiche pour les cacerolazos, manifestations en frappant des casseroles

APPEL A LA SOLIDARITE, AUX ANARCHISTES DE LA PLANETE

Concepcion, le 8 décembre 2020

Le soulèvement du peuple chilien contre l'augmentation des tickets de métro, des services de transport et des politiques néolibérales du gouvernement chilien, a déclenché une révolte populaire qui a été sauvagement réprimé. Outre les dizaines de morts, les milliers de mutilés (yeux crevés ...) et de blessés, plus de 11 300 personnes ont été arrêtées. Parmi elles, plus de 2500 sont encore incarcérées, la plupart, en prison préventive, sous enquête en attente de jugement Cela peut s'interpréter comme une action de répression politique visant à rendre illégale la protestation.

Les prisonniers qui se trouvent dans les prisons du Chili depuis le 18 octobre 2019, sont privés de liberté qui pour avoir cassé un tourniquet à l'entrée des stations de métro, qui pour des accusations d'incendie avec comme seuls témoins des *Carabineros* (forces spéciales de la police), qui pour agression de la police, pillages, barricades, incendie d'églises ou de banques, etc. Or après enquêtes, beaucoup de ces accusations sont abandonnées en raison du manque de preuves réelles ou parce qu'il a été démontré qu'il s'agissait d'accusations mensongères. Par conséquent, pour le grand public, ces accusations sont perçues comme une vengeance du pouvoir et de l'État contre ceux qui se sont soulevés contre l'élite dirigeante.

Depuis les premiers jours de décembre de cette année 2020, une campagne a été lancée pour la liberté des prisonniers de la révolte, pour faire pression sur les députés, les ministres et le gouvernement pour qu'ils lèvent la détention préventive et pour que les prisonniers puissent accomplir la période d'enquête chez eux, assignés à résidence, exactement comme c'est le cas pour la grande majorité des policiers accusés de violation des droits de l'homme, que ce soit pour viol, blessures graves aux manifestants, torture et meurtre, seul un petit nombre d'entre eux étant en détention préventive dans les casernes de la police.

Nous appelons les anarchistes de la planète à se joindre à cette campagne et à envoyer des lettres de dénonciation au gouvernement chilien par l'intermédiaire de ses ambassades et consulats, pour exiger la liberté immédiate des prisonniers de la révolte chilienne. Et nous demandons à ceux qui peuvent faire des manifestations devant les ambassades, consulats et les intérêts des entreprises chiliennes de le faire.

SEULE LA SOLIDARITÉ EST L'ARME DES TRAVAILLEURS ET DES OPPRIMÉS CONTRE L'ÉTAT ET LE CAPITAL.

Groupe anarchiste germinal ; Assemblée anarchiste de la Bio-Bio.

REVOLTE POPULAIRE ET REFERENDUM CONSTITUTIF AU CHILI - ANALYSE DE LA SITUATION D'OCTOBRE 2019 A OCTOBRE 2020

Brochure de l'Assemblée anarchiste de Bío-Bío¹⁴, 23 Octobre 2020

Révolte et crise politique

Depuis la révolte populaire qui a débuté en octobre 2019 et la répression qui a suivi, la région chilienne a connu des temps troublés. Bien que l'arrivée du coronavirus¹⁵ ait partiellement changé l'agenda, la fissure qu'a ouvert la plus grande révolte depuis la fin de la dictature de Pinochet (septembre 1973-mars 1990) définit la politique du moment à partir du processus de changement de Constitution et la politisation massive qu'elle a engendrée.

La grande variété des revendications sociales déployées pendant la révolte s'est condensée dans le changement de la Constitution actuelle en raison de sa nature néolibérale, qui a privatisé les services publics et commercialisé les droits sociaux. Cette Constitution imposée en 1980 par la dictature militaire de Pinochet transcende les militaires et répond à un projet historique des secteurs néolibéraux qui, même après le départ du dictateur, ont continué de défendre la Constitution et ce modèle à travers les partis de la droite politique. Ce secteur utilise l'esprit et la structure de la Constitution qui lui permet de maintenir le statu quo même avec une minorité parlementaire. L'esprit de la Constitution considère que les projets de loi qui visent à modifier des aspects fondamentaux de la Constitution exigent un quorum élevé pour leur approbation, ce qui fait que la droite, même si elle est minoritaire, a toujours pu opposer son veto à toutes les réformes. Il convient de mentionner la complicité des gouvernements du centre-gauche regroupés dans la coalition *Concertación*¹⁶ pour garder la Constitution et le modèle intacts, car

¹⁴ NdT : La région du Bio-bío au Chili se trouve au centre du pays. Avec plus de 1.5 million d'habitants, elle est la troisième plus peuplée après la région métropolitaine de Santiago et Valparaíso. Sa capitale régionale est Concepción, troisième ville du pays après Santiago et Valparaíso. Sa population en 2017 était de 223 579 habitants, population à majorité urbaine.

¹⁵ Assemblée anarchiste de Bio-bío : Sur la pandémie dans la région chilienne, nous avons préparé le document: «Le coronavirus dans le berceau du néolibéralisme. Analyse de la conjoncture de l'Assemblée anarchiste du Bío-Bío ». Avril 2020.

¹⁶NdT : Coalition constituée notamment des Parti Chrétien Démocrate (PDC), Parti Socialiste (PS), Partido por la Democracia, Unión Socialista Popular, Partido Radical Socialista, Parti National Démocratique PADENA, Mouvement d'Unité Populaire et

pendant leur mandat présidentiel post-dictature¹⁷, les aspects centraux du système n'ont pas été modifiés et ils ont formé un duopole avec la droite qui a alterné au pouvoir.

Dans ce scénario, la révolte oblige paradoxalement à ce que cette Constitution de droite soit mise à l'épreuve par un référendum organisé par un gouvernement de droite qui, cependant, se donne ainsi la possibilité d'approuver une nouvelle Constitution pour se maintenir à flot et tient les cartes en main pour définir le processus constitutif.

La révolte montre les fissures et l'échec du néolibéralisme chilien, ravivant les blessures du passé alors que les manifestations qui ont commencé à exiger des droits humains commercialisés se sont terminées par des violations des droits humains primaires, avec des dizaines de morts, des milliers de personnes blessées et des cas de torture entre les mains de la police et des militaires. La violence de rue généralisée a été approuvée et soutenue comme rarement par de larges couches de la population, en plus des violents affrontements avec la police, des attaques contre des bâtiments de l'État, des sièges de partis politiques et des banques, des pillages de supermarchés et de magasins, mais aussi des attaques contre des symboles de l'ordre tels que les églises et les statues des conquistadores espagnols, ce qui illustre la profondeur de la crise sociale et politique.

Bien que la révolte ait débuté par des manifestations début octobre 2019 contre la hausse du prix des transports à Santiago et « l'évasion des paiements » dans le métro par les étudiants du secondaire¹⁸, le mépris s'est rapidement répandu et la contestation contre la répression qui s'abattait dans les stations de métro s'est étendue. Le 18 octobre, la manifestation déborde dans les rues de la capitale, non seulement à cause du prix du métro mais aussi à cause du coût de la vie élevé, et elle s'étend à la demande d'améliorations sociales de toutes sortes, véritable onde de pression des problèmes sociaux accumulés depuis des décennies. En quelques jours, un problème économique contingent comme une hausse des prix déclencherà la plus grande crise politique depuis le départ de Pinochet.

d'Action Travailleur et Paysan MAPU-OC, Gauche Chrétienne, Parti Humaniste [secte new-age], Union Libérale Républicaine Partido Liberal, les Verts

¹⁷ NdT : Patricio Aylwin, du Parti Chrétien Démocrate, premier président après Pinochet entre 1990 et 1994 ; Eduardo Frei Ruiz-Tagle, Chrétien Démocrate, entre 1994 et 2000 ; Ricardo Lagos, Parti Social démocrate, entre 2000 et 2006 ; Michelle Bachelet du Parti Socialiste, entre 2006 et 2010; puis entre 2014 et 2018.

¹⁸ NdT : Les étudiants du secondaire ont initié le mouvement en refusant de payer la hausse de 30 pesos des transports en commun et en resquillant en masse (*evasión masiva* en espagnol) dans les métro et autobus.

Le 19 octobre, la révolte s'est répandue dans toute la région chilienne et le mécontentement envers le gouvernement s'est accru après que le président en titre Piñera ait déclaré que « nous sommes en guerre ». Dans les rues, la manifestation critiquait non seulement le coût de la vie et remettait en question les inégalités sociales, mais exigeait également une nouvelle Constitution, car elle identifiait l'actuelle comme la base légale du néolibéralisme.

La révolte est présentée comme un point de fuite d'une grande énergie accumulée par des décennies d'une sensation d'injustice structurelle ajoutée à un profond discrédit des institutions du pouvoir qui n'ont pas su contenir le mécontentement : depuis l'Église catholique engluées dans les cas d'abus sexuels sur mineurs; jusqu'à la classe politique qui a été configurée comme une caste privilégiée et ses cas de corruption dus au financement irrégulier des entreprises en échange de lois en leur faveur ; en passant par pouvoir judiciaire qui ne poursuit pas la corruption des politiques et qui se contente de condamner à des « classes de morales » les délinquants fiscaux et les ententes sur les prix des grandes entreprises, en plus de l'impunité dans les cas de féminicide et de violence patriarcale. Ceci s'ajoute aux grands scandales de corruption et aux détournements de fonds publics ces dernières années par les carabinieri (la police) et les forces armées, qui augmentent le malaise accumulé par le profit au détriment des droits sociaux tels que l'éducation, la santé. Enfin pour parachever, le drame des petites retraites, produit du modèle de sécurité sociale privatisé imposé par la dictature.

A ce manque de droits sociaux s'ajoute le fort endettement des ménages, situations qui ont peu à peu remis en cause le « succès » du modèle chilien pourtant rompu par l'élite. Dans ce panorama revendiquant pêle-mêle des droits sociaux, le départ de Piñera et une nouvelle Constitution, la révolte a connu un moment clé avec l'annonce par la classe politique d'ouvrir un processus de changement constitutionnel. Cependant, l'absence d'agenda social immédiat a entretenu le mécontentement et a augmenté le contraste entre un système bureaucratique sclérosé et la demande de changements rapides comme l'exige notre époque numérique vertigineuse, où les manifestations sont convoquées en ligne et les injustices « viralisées » par les réseaux sociaux, contestant l'hégémonie de la presse officielle.

Alors que l'autonomisation et la capacitation des personnes augmente, la crise de la démocratie représentative s'aggrave, comme on peut le voir dans les manifestations de masse où aucun drapeau de parti politique n'est vu, mais où fleurissent des drapeaux chiliens modifiés en drapeaux noirs et des drapeaux

*mapuche*¹⁹. La révolte s'est présentée sans avant-gardes ni partis qui peuvent canaliser la mobilisation de rue, qui fixe l'agenda politique et qui devient un espace de pouvoir.

Nous sommes heureux de l'éveil de nos territoires et de la remise en cause du système patriarcal, néolibéral et extractiviste minier actuel. Alors que les élites ont peur parce qu'elles "n'ont pas vu venir" ce qu'elles appellent "l'explosion sociale", dans les rues se tissait un réseau souterrain de luttes depuis des années qui ont vécu à ce moment un moment crucial. Ce sont des moments d'ouverture et de politisation dans le berceau du néolibéralisme, où l'on passe de la remise en cause de la commercialisation des droits sociaux à la critique du modèle dans son ensemble.

L'«explosion» qu'ils n'ont pas vu venir provient d'un lent processus d'apprentissage et de luttes qui ont commencé avant même le retour à la démocratie et la fin de la dictature, une lutte pour laquelle nous nous sommes soulevés en tant que *pobladores*²⁰, étudiants, travailleurs, enfants., et qui bien qu'elle ait engendré le départ de Pinochet, a été étouffée par le pacte social créé par les partis politiques qui ont maintenu et perfectionné pendant 30 ans le modèle imposé par la dictature. Cependant, dans les luttes des années 90, une nouvelle forme de relations et d'action politique a commencé à être embryonnaire, qui a peu à peu remis en question les structures verticales des organisations sociales traditionnelles. Des collectifs et des groupes anti-autoritaires et anarchistes ont germé qui, à partir de diverses expériences de lutte, ont interagi avec des personnes et des groupes qui, de la dérive théorique laissée par la chute de l'Union soviétique et la fin des « socialismes réels », se rapprochaient des idées anarchistes.

Malgré la dispersion et les erreurs du passé récent, en tant qu'anarchistes, nous avons essayé de faire partie de cette lente articulation du tissu social au niveau local pendant les années 90 grises, des grèves des mines de charbon de 96 à la revitalisation du mouvement étudiant et des luttes territoriales actuelles. C'est à partir de ces expériences que l'on voit le changement, non seulement générationnel mais aussi de paradigmes et de formes de lutte, qui tire sa force des luttes étudiantes de la «révolution des pingouins» de 2006 et qui se massifie avec les mobilisations de 2011, où s'installe au niveau social la critique du profit dans l'éducation, amorçant la remise en question des conséquences de la commercialisation des droits sociaux.

¹⁹ NdT : Les mapuches (littéralement « Peuple de la terre » en langue *mapudungun*) sont un groupe ethnique et peuple autochtone du Chili et d'Argentine formant plusieurs communautés, dont certains luttent pour leur autonomie et la récupération de leurs terres.

²⁰ NdT : petits paysans pauvres

L'évolution du cycle des protestations depuis 2006, jusqu'en 2011 et qui se cristallise en 2019, montre le passage de la demande de gratuité et de la fin du profit sur le dos des droits sociaux, à l'évasion autonomisée et à la destruction des symboles du Capital. Pour cette raison, l'expression «le Chili s'est réveillé» se généralise, qui marque la transition entre «demander» et «prendre».

Dans une société de consommation, il est important pour la communauté de remettre en question la dette et la commercialisation des droits sociaux, car ce faisant, elle met l'accent sur le marché comme axe articulante et intégrant des relations sociales. Mais le marché ne peut pas réguler la société en restreignant ses propres mécanismes tels que la dette ou la marchandisation. Pour cela, en remettant en question les règles même du marché, se pose le débat sur le pacte social dans son ensemble et la révolte disruptive se déchaîne.

Le néolibéralisme a privatisé le pouvoir dans l'économie et la politique a dérivé en une technocratie réduite à l'administration des charges mais sans pouvoir réel. Pour cette raison, le processus constituant peut signifier la reconquête par la politique de cet espace de pouvoir détourné par le marché. Dans ce scénario de décomposition de la politique traditionnelle, le peuple s'est réveillé, mais il ne montre toujours pas assez de capacité pour prendre le rôle principal et se confronter avec la classe politique en refusant qu'elle se refasse une virginité grâce au processus constitutionnel. La révolte a politisé l'opinion publique et la rue, mais avec une faible participation et identification dans les partis politiques. C'est pourquoi le processus constituant est un jeu face à la crise politique et de légitimité des partis, qui en profitent pour se recomposer se défendre corporativement, encadrer le mécontentement par les canaux institutionnels et maintenir leur gouvernance mise à l'épreuve par la révolte.

Révolte culturelle

La révolte marque un tournant, un moment de refondation, non seulement politique mais culturel, avec de nouvelles subjectivités et formes de conscience politique qui redécouvrent collectivement l'efficacité de la mobilisation de rue et sort l'action politique des canaux traditionnels de la démocratie représentative.

Ce sont des temps de critiques anti-patriarcales puissantes grâce au féminisme, à une approche des dynamiques de défense de l'environnement et à une horizontalisation croissante des organisations sociales. Il existe un processus ouvert d'autonomisation sociale et individuelle qui remet en question les mécanismes traditionnels de représentation et qui critique les autorités traditionnelles tant dans l'État que dans les relations sociales. Sur le plan social, ce processus s'est manifesté par l'appel spontané à des assemblées de quartier dans le feu de la contestation,

phénomène sans précédent depuis des décennies marquées par l'individualisme et la compétition comme effets de la culture néolibérale. Dans ces assemblées, actives même pendant la pandémie dans de nombreuses villes et quartiers du pays, la population a délibéré sur ses problèmes et sa réalité sociale, commençant à ouvrir un chemin fertile pour l'organisation populaire.

Dans le même ordre d'idées, mais au niveau de l'État, à partir de la remise en cause d'un présidentialisme exacerbé et d'un parlement étranger aux réalités locales, se produisit le phénomène de la municipalisation de la politique, institution que la population identifie comme structure plus proche d'elle. Pour cette raison, le haut niveau de notoriété que les maires de gauche et de droite ont acquis dans la politique actuelle, où ils se positionnent même comme les candidats à la présidentielle, recueillant les plus grandes intentions de vote. Tant la prolifération des assemblées de quartier que la municipalisation de la politique traditionnelle sont des exemples de l'esprit du temps, qui se tourne vers la proximité, vers le local, vers les bases où se reconstitue une communauté dévastée par la médiation étatique, le centralisme et individualisme néolibéral.

Ce processus culturel de transformation des formes de représentation politique intervient dans une société numérique et immédiatiste qui délibère quotidiennement sur les réseaux sociaux, en tension avec l'ancienne structure de la démocratie représentative et de la bureaucratie d'État.

Le processus constituant

Face au soulèvement massif et aux troubles qui ont dépassé la police dans plusieurs villes, Piñera a décrété un état d'urgence prévoyant des mesures qui n'avaient pas été appliquées depuis la dictature, comme l'envoi des militaires pour réprimer les manifestations et pour patrouiller dans les rues, en plus du couvre-feu. L'État d'urgence a duré du 19 au 28 octobre 2019, avec un bilan de 20 morts et plus de 1200 blessés.

L'ampleur de la révolte a suscité des réponses politiques de l'appareil d'État, dont la première a eu lieu le 7 novembre, lorsque l'Association chilienne des municipalités a annoncé son projet de tenir une consultation nationale le 7 décembre 2019 sur la nécessité ou non d'adopter une nouvelle Constitution, en plus de poser des questions sur les questions sociales telles que les retraites, la santé, les inégalités, les salaires, entre autres. La réponse du gouvernement intervint le 10 novembre à travers une proposition de tenir un Congrès Constituant, qui consisterait à charger le Parlement de rédiger une nouvelle Constitution. Bien que ces propositions n'indiquaient pas d'espaces pour la participation des citoyens à la rédaction de la constitution, l'environnement politique était déjà ouvert à un

changement constitutionnel. En parallèle, les rues s'enflammèrent lors de la grève générale historique du 12 novembre.

Avec la révolte déployée dans tout le pays et le tollé suscité par la répression sévère et les violations des droits de l'homme, les partis politiques disposant d'une représentation parlementaire signèrent *l'Accord pour la Paix et la Nouvelle Constitution*, après quelques heures de négociations entre le 14 novembre et le début de matinée du 15. Comme son nom l'indique, l'accord est présenté comme un effort pour «*garantir la paix*» et l'ordre public à travers une ouverture du système politique pour initier un processus constituant. Le processus commencerait par un référendum introductif avec vote volontaire²¹, qui consulterait sur la nouvelle Constitution (approbation ou rejet) et sur le type d'organe qui devrait la rédiger. Une option serait la «*constituante mixte*» de 172 personnes, dont la moitié serait élue par les citoyens et l'autre moitié par le parlement parmi ses membres. L'autre option serait la «*convention constitutive*» où 155 personnes seraient élues uniquement par les citoyens. Ce dernier point a été la clé qui a marqué une étape importante dans l'accord, car il a été promu comme la possibilité concrète de faire participer les citoyens au processus.

Cependant, des questions immédiates se sont posées concernant les mécanismes du processus car à l'origine, il n'envisageait pas une répartition paritaire entre les hommes et les femmes pour l'organe de rédaction de la nouvelle constitution, un aspect qui a ensuite été inclus après son approbation en tant que loi au Parlement; Cependant, il a été convenu que ladite répartition paritaire ne concernerait que les postes élus par vote populaire. Si l'option retenue était la convention constituante elle serait paritaire, mais si c'était la convention mixte qui l'emportait, elle ne le serait pas, car seule la moitié de ses membres serait alors élue par vote populaire, l'autre moitié étant définie par le parlement où il peut n'y avoir aucune parité. En outre, l'accord ne prévoyait pas de sièges réservés aux peuples autochtones, aux représentants du monde social, ni la possibilité de voter pour les élèves du secondaire au motif qu'ils ont moins de 18 ans, alors qu'ils ont pourtant déclenché la révolte. D'autre part, l'accord stipule que la nouvelle Constitution doit respecter les accords internationaux signés par le Chili, une question qui signifie non seulement la protection des capitaux étrangers, mais également l'existence de sujets interdits à traiter dans une instance théoriquement souveraine et délibérative.

Initialement prévu pour avril 2020, la pandémie de coronavirus a contraint le référendum à être reporté au 25 octobre. La militarisation des rues, à la suite de la

²¹ NdT : Au Chili l'inscription sur les listes électorales est automatique mais le vote n'est plus obligatoire depuis 2011.

réaction à la révolte et réaffirmée ensuite pendant la pandémie, sera la toile de fond du référendum dans un pays avec un couvre-feu strict, comme peu de pays dans le monde en ont connu.

Après le vote, si l'option «approbation» l'emporte, le groupe des électeurs aura 9 mois pour rédiger la Constitution, période qui peut être prolongée de 3 mois. Le processus électoral, à la fois dans l'option mixte et dans l'option constituante, se déroulera selon le même système électoral des circonscriptions utilisées pour élire le parlement, avec un vote prévu le 11 avril 2021. Une fois terminés les travaux du groupe des mandants, le texte de la nouvelle Constitution qui en résultera sera soumis à un référendum de ratification, avec un vote cette fois obligatoire.

Après l'annonce de *l'Accord de Paix et de la Nouvelle Constitution*, un large débat s'est ouvert sur le sens de la souveraineté constituante qui réside théoriquement dans le peuple et comment cet accord entre les partis a montré la dislocation entre la classe politique et les citoyens. La négociation qui a abouti à l'accord s'apparentait plus à une réunion privée entre chefs de partis, dans une atmosphère d'émission de télé-réalité jusqu'à 3 heures du matin, se terminant par l'affichage théâtral de ses protagonistes partageant une grande table devant la presse. L'absence de Piñera à ladite réunion finale expliquait le recul du gouvernement face au rejet général de sa direction par la population ; elle montrait également comment la classe politique cherchait à combler le vide à travers le parlement, et comment elle cherchait à contester à l'Association des municipalités le rôle de chef de file dans la recherche de solutions à la crise. En ce qui concerne les partis politiques qui ont signé l'accord, en plus des secteurs du duopole historique de la transition que forment la droite et la coalition de centre chrétien-gauche *Concertación*, la participation de la nouvelle gauche du *Frente Amplio* (NdT : l'équivalent de la France insoumise) a donné un air de validation général à l'accord, puisqu'il a rassemblé les positions de l'ensemble arc-en-ciel politique. Cependant, en raison de leur origine fermée et hermétique, certains partis, comme le Parti communiste, n'ont pas signé l'accord et d'autres ont rompu avec le conglomérat du *Frente Amplio*.

Malgré la méfiance initiale que l'accord suscitait dans diverses couches de la population, il fut assumé par de larges secteurs comme un triomphe de la rue, une étape inévitable et minimale devant la puissance de la révolte. Dans le même temps, dans le feu des assemblées de quartier, on débattait des possibilités qui s'ouvraient face à la capacité de la population mobilisée à installer des revendications et comment l'accord signé par les partis politiques signifiait une manœuvre du pouvoir pour amener la révolte sur leur terrain et ainsi les sortir du bourbier. Les discussions sur l'accord envahirent les ordres du jour des assemblées de quartier et malgré les

réticences, les assemblées territoriales et les organisations sociales se sont rapidement inclinées en faveur de l'«approbation», qui constituait un acte symbolique clôturant le cycle de la transition post-dictature et marque un jalon dans la « dépinochetisation » du Chili. Différents sondages prévoient pour le référendum du 25 octobre une large victoire d'environ 70% pour l'option «approuver», en plus d'une participation massive qui devrait dépasser celle des élections habituelles où seulement la moitié ou moins des électeurs se mobilisent.²²

Alors qu'en tant qu'anarchistes nous remettons en question l'origine de l'accord et la possibilité que le processus constituant signifie une cooptation de la révolte à travers les canaux politiques traditionnels, nous devons essayer d'expliquer la nature de l'enthousiasme populaire pour le référendum, qui sur un plan symbolique fonctionne comme une étape distincte du reste du processus constituant. Cela est dû au fait qu'en plus de la possibilité mentionnée ci-dessus de se débarrasser de l'héritage de la dictature inscrit dans la Constitution actuelle, le référendum d'octobre a le caractère d'une consultation contraignante [pour le Pouvoir] qui n'est pas habituelle dans l'étroitesse de la démocratie représentative chilienne, où la capacité de délibération [politique] est exclusivement confiée à la classe politique et sans mécanisme de rétroaction [populaire]. De plus, le référendum a la particularité de consulter le peuple sur les questions constitutionnelles, une situation sans précédent au Chili où toutes les constitutions ont été rédigées par l'élite sans participation citoyenne ni ratification par des consultations référendums. D'autre part, le référendum ne bénéficie pas de la participation de la classe politique contestée car ce ne sera pas une élection pour choisir des candidats à des fonctions politiques, ce qui conduit de nombreuses personnes à se mobiliser pour aller voter, y compris pour la première fois ou après de nombreuses années d'abstention.

²² NdT : sur 15 millions d'électeurs inscrits, plus de 7,5 millions soit 50,91% se sont déplacés pour aller voter. Les électeurs se sont prononcés à 78,28% pour un changement de constitution, et à 79% pour une assemblée constituante élue. Dans un échange de mail après le résultat avec les compagnons de Bio-bio ceux-ci précisent « Le référendum a été le vote avec la plus forte participation depuis plusieurs années au Chili, malgré la pandémie qui a effrayé beaucoup de gens d'aller voter par peur du coronavirus. Cette participation a dépassé les votes de la dernière élection présidentielle (7 millions de votants) et a largement dépassé le dernier vote des primaires des municipales et des gouverneurs en novembre 2020 où seuls 3% des inscrits se sont déplacés pour aller voter. Ces chiffres peuvent sembler froids, mais ils montrent qu'il y a eu un vote massif au référendum, d'autant plus que le vote était volontaire et non obligatoire.(...) Les semaines précédant le vote, on pouvait respirer dans les rues un esprit d'entrain en faveur du référendum et le changement constitutionnel ; la publication de la victoire écrasante en faveur du changement de Constitution a donné lieu à des célébrations massives qui ont duré toute la nuit »

Le cycle électoral

Ces caractéristiques conduisent le référendum à un plan symbolique qui fonctionne comme un jalon en soi et le sépare du reste du processus constituant, non pas au niveau opérationnel et politique, mais au niveau des subjectivités. La nature binaire du référendum et son «approbation ou rejet» permet de prendre le parti plus facilement que lors de l'élection de l'organe constituant en avril 2021, où les partis politiques sont assurés de participer, que la constituante soit élue ou mixte. Cette élection de 2021 sera quadruple, car non seulement seront choisis ceux qui composent l'organe constituant, mais aussi les maires, les conseils et les gouvernements régionaux, une question qui ajoutera de la confusion et de la complexité aux candidatures par listes que constitueront les partis. Ce qui, ajouté à la compétition électorale avec ses personnages contestés, peut faire baisser les attentes des citoyens, augmenter la désillusion face au processus et diminuer le nombre d'électeurs par rapport au référendum. En ce qui concerne sa forme, l'élection d'avril 2021 se déroulera avec le même système électoral par circonscriptions que celui utilisé pour élire le parlement, ce qui représente un avantage pour les listes de candidats de partis politiques par rapport aux candidats indépendant sans partis. Dans la pratique, les listes les plus compétitives seront celles constituées par les partis, tandis que les candidatures de citoyens et d'organisations sociales seront obligées de rivaliser avec les partis et leurs structures internes solides et leur financement suffisant. Cette situation obligera les organisations sociales à chercher à intégrer les listes de partis et à se soumettre à leur programme, ou elle les forcera à créer des partis politiques pour essayer de les concurrencer sur un pied d'égalité.

Le cycle électoral qui s'ouvrira après le référendum pour les élections d'avril reprendra l'agenda et réaffirmera la dynamique de la démocratie représentative, mise en tension par la révolte dans son ensemble au-delà de tel ou tel parti. La classe politique cherche à recomposer son image remise en cause, portant ses accusations de l'intérieur même de l'institution, renouvelant le système politique et contestant la municipalisation de la politique en faisant prévaloir le processus ouvert par l'Accord de paix au détriment du référendum mené par l'Association des municipalités.

Dans un cadre plus large, l'Accord de paix fait partie d'une réponse étatique à la révolte. Le pouvoir exécutif était en charge de la répression, le pouvoir judiciaire en charge de l'emprisonnement de milliers de manifestants et le pouvoir législatif a promulgué des lois anti-barricade et anti-pillage. En parallèle et de manière transversale, la classe politique installe l'Accord pour la paix comme une administration juridique de la révolte, puisque il commence dans ses premiers

articles par une sorte de troc : la paix sociale en échange de l'ouverture démocratique. Cependant, la violence de rue n'est pas quelque chose que les partis politiques signataires de l'accord peuvent gérer ou contenir, ces partis sont obsolètes dans leur rôle de médiateurs entre les citoyens et l'État, comme en témoigne la persistance des manifestations de rue et des affrontements avec les policiers. Dans ce sens, l'accord tente de fixer les limites d'une protestation valable et acceptable, alignant les partis signataires dans la condamnation transversale de la violence de rue, favorisant la séparation entre les bons et les mauvais manifestants, les violents et les pacifiques. Les conséquences répressives de l'accord face à la poursuite de la révolte, nous rappellent le processus de «pacification» de la contestation après le référendum de 1988 qui a marqué le départ de Pinochet, processus marqué par l'isolement, la prison et la mort pour ceux qui ont continué la lutte malgré l'arrivée de la démocratie.

Le processus constitutif se développera au sein d'une société de plus en plus politisée, avec une vague de protestations perturbatrices, la rue mettant en tension le système politique. Les scénarios possibles incluent la rédaction d'une nouvelle Constitution, mais aussi la possibilité que la Constitution actuelle reste toujours en vigueur dans l'hypothèse d'un «rejet» du projet qui sera soumis au référendum de ratification de 2021, ou encore l'échec du processus en raison de ruptures internes de la politique traditionnelle. Dans tous les scénarios, l'absence d'un agenda social qui ne s'attaque pas aux problèmes immédiats alimentera le mécontentement et prolongera la crise. La situation actuelle définira la vie sociale et politique des prochaines décennies au Chili, c'est pourquoi il faut prêter attention aux jeux de pouvoir à travers le processus constituant, qui cherche à traduire la révolte dans son langage [politique], de la même façon qu'il a fait rentrer les mobilisations de 2011 dans le processus parlementaire. L'objectif du processus constituant n'est pas seulement d'élaborer une nouvelle Magna Carta, mais de restaurer la relation de la classe politique avec les citoyens, donc son objectif à court terme est de valider le processus même par lequel cette nouvelle Constitution est écrite, puis acquiert une légitimité et enfin se doté d'un sens et d'une appartenance pour les citoyens.

Le processus de rédaction de la nouvelle Constitution sera de nouveau la priorité de l'agenda [politique] et mettra à l'épreuve la mobilisation sociale dans sa capacité à définir [de manière autonome] son contenu et sa validation. S'il est vrai que la révolte a politiquement activé de nombreuses personnes, le tissu social commence à peine à articuler, par conséquent, la diminution de l'intensité des mobilisations à la suite de la pandémie, ajoutée à la propagande de division de la classe politique qui condamne les manifestations accusées de «salir» le processus constitutif seront un défi pour maintenir la masse dans les rues et pour que la mobilisation parvienne à obtenir des solutions concrètes aux revendications sociales.

Projections de la crise

Historiquement, les crises politiques au Chili se terminent soit par la fin anticipée du gouvernement, soit par le départ du président ou soit par une intervention militaire. Pour cette raison, la continuité de Piñera jusqu'à la fin de son mandat présidentiel est un indicateur du succès de l'endiguement du pouvoir face au débordement de révolte. Au-delà de Piñera, le système politique chilien est profondément présidentiel, c'est pourquoi la classe politique protège le président avec l'imposition du processus constituant, non pas pour sauver Piñera en tant que personne ou homme politique en lui-même, mais pour sauver l'institution que la présidence incarne comme chef de l'Etat. Le départ prématuré de Piñera signifierait une panne institutionnelle qui entraînerait toute la classe politique. C'est pourquoi l'ensemble des partis politiques, de la gauche à la droite, sont unis pour contenir la révolte et canaliser l'énergie libérée au sein du système sans supprimer Piñera.

Le scénario n'est pas facile pour Piñera, car il traînera comme un boulet les plaintes pour les violations des droits humains commises pendant la révolte. Il est aussi remis en question pour sa mauvaise gestion de la pandémie et fait face à un avenir économique complexe. À cela s'ajoute la grande instabilité de son administration, comme en témoigne le grand nombre de changements ministériels qu'il a apportés et le haut niveau de désapprobation qu'il rencontre dans les sondages. L'utilité de Piñera pour la droite commence à être remise en question, puisqu'il ne fait pas preuve de capacité d'articulation dans son secteur, il change son agenda par rapport à son programme d'origine et aux principes politiques de la droite qui l'ont conduit à la présidence. Il a également subi une grande défaite avec l'autorisation par le Parlement de la réforme qui permet le retrait anticipé de 10% des fonds de retraite privés pour faire face à la crise économique due au Covid et palier ainsi à l'insuffisance des aides d'Etat²³.

Si en 2019 la révolte a critiqué les bases politiques du modèle incarné dans la Constitution néolibérale et qu'en 2020 elle a critiqué les bases économiques du

²³ Dans cet épisode, le gouvernement a été isolé dans sa position de rejet du retrait des fonds de retraites des affiliés aux AFP (administrateurs de fonds de pension), puisque lors du vote parlementaire du 23 juillet 2020, le projet de retrait des fonds a été approuvé y compris avec des votes de la droite. Les manifestations exigeant l'approbation du retrait ont exercé une très forte pression qui a abouti à ce vote. L'importance de ce vote était qu'il ne s'agissait pas pour le gouvernement de s'inquiéter des futures pensions qui seraient diminuées par la retraite, mais parce que Piñera essayait de défendre l'un des piliers du modèle néolibéral chilien, que sont les AFP : le AFP sont la privatisation du système de retraite et sont un élément fondamental de l'économie Chilienne puisque ces fonds individuels servent à investir dans les entreprises, le marché boursier et les banques.

modèle incarné dans les Administrateurs de Fonds de Pensions AFP²⁴, dans les deux cas les secteurs les plus durs de la droite voient en Piñera un signe de crise et d'instabilité.

D'autres secteurs de la droite voient comment les contradictions sociales sont exacerbées et comment des fissures sont générées dans le modèle. C'est pourquoi ils sont ouverts à concéder des réformes et s'engagent à changer la Constitution. Dans cette droite «sociale» on retrouve le maire de Las Condes²⁵, Joaquín Lavín, qui en plus d'être pour «l'approbation», était en faveur du retrait des 10% des AFP et se déclare social-démocrate. Grâce à cela et à sa vitrine médiatique en tant que maire, il se positionne en premier lieu comme candidat à la présidentielle, laissant place au paradoxe apparent qu'aujourd'hui, un gouvernement de droite est poussé à ouvrir un processus qui pourrait changer la Constitution de droite, tandis que le prochain président pourrait être le candidat de droite.

Lavín joue à décoller son étiquette passée de Chicago Boy tandis que le gouvernement hésite entre «approuver» et «rejeter». Cependant, la droite comprend que pour continuer à gouverner, elle doit changer la Constitution et modifier partiellement le modèle néolibéral. Cependant, l'espace politique subit de grands changements et de grandes pressions, qui incluent les tensions croissantes entre les pouvoirs de l'État. En témoignent les accusations constitutionnelles constantes du parlement envers les ministres du gouvernement et la remise en cause par le gouvernement des résolutions du pouvoir judiciaire. Toutefois, le modèle économique reste intact, et cela peut enraciner une intensification du conflit [social] et la possibilité d'une seconde révolte post-pandémique.

Projections de la révolte

Bien que nous accompagnions la joie du peuple pour le processus qui s'ouvre avec le référendum, nous ne partageons pas l'enthousiasme. Comme anarchistes, nous ne participons ni à la campagne pour «l'approbation» ni aux campagnes du cycle électoral à venir pour l'organe constituant, car nous considérons que le processus dans son ensemble a pour objectif de restaurer la classe politique

²⁴ NdT : Les AFP, moteur du système économique chilien, ont été mis en place sous la dictature de Pinochet, le fonctionnement des retraites oblige les travailleurs à verser 10% de leur salaire sur un compte individuel géré par des AFPs (Administrateurs de Fonds de Pensions), des organismes financiers privés chargés de les faire fructifier.

²⁵ NdT : Ville de la banlieue de Santiago, dont il est maire depuis 2016. Auparavant il a été maire de Santiago du Chili (2001 – 2004), puis sous la présidence de Piñera successivement Ministre de l'Éducation (2010-2011), Ministre de la Planification et de la Coopération (2011) et Ministre chilien du Développement social (2011-2013).

contestée par la révolte. Ce processus réaffirme la dépossession de la souveraineté populaire entre les mains de la politique traditionnelle.

Notre pari est d'approfondir et de renforcer la capacité de mobilisation [autonome], du fait de l'ampleur de la révolte en route pour obtenir des améliorations concrètes pour la population. Les tâches de la mobilisation sociale sont grandes, si l'on considère que la situation progresse jusqu'à présent sans pouvoir obtenir des avancées dans la dé-marchandisation des droits sociaux ou dans la libération des prisonniers de la révolte.

Notre position est de renforcer les assemblées de quartier et la construction de forces sociales qui, en dehors de l'appareil d'État, acquièrent une capacité autonome de lutte pour les changements. Nous considérons que le cœur du processus des mouvements sociaux sont les forces qui permettent d'occuper les rues et de changer l'ordre du jour des agendas, comme cela s'est produit avec la révolte déclenchée en octobre, la grève générale du 12 novembre, la commémoration du 14 novembre pour l'anniversaire de la mort du membre de la communauté mapuche Camilo Catrillanca aux mains de la police et en solidarité avec la lutte du peuple mapuche, la massivité de la vague féministe et les protestations pour faire pression pour l'approbation du retrait des 10% des AFP.

L'avenir de la mobilisation fait face à des moments clés après le référendum et l'éventuelle cooptation du processus par la classe politique face à l'instabilité du scénario. Que la classe politique ait eu la capacité de s'attribuer la souveraineté populaire et de décréter unilatéralement les termes de l'Accord pour la paix montre les propres limites de la mobilisation.

Dans le feu de la révolte, l'ancien et le nouveau coexistent, c'est pourquoi la sortie de la révolte est institutionnelle à travers le processus constitutionnel, l'ancien ne finit pas de mourir et le nouveau ne finit pas de naître. Ainsi, face à la perte de prestige du gouvernement et du parlement, ajoutée au défi lancé à la classe politique, le pouvoir comble ce vide avec les maires, qui volent aujourd'hui la vedette du film. C'est ce chemin [municipaliste] qui fait revivre le système politique, certes du point de vue de la communauté et du quartier, mais coopté par le même système de partis politiques et la vieille politique.

En revanche, les assemblées de quartier se montrent comme la nouveauté organisationnelle de cette révolte car – si elles répondent au même sens communal et de quartier que le pouvoir lequel procède par municipalisation – elle le fait du point de vue de l'autonomie. Le Pouvoir municipalise la politique formelle alors que la citoyenneté articule des assemblées de quartier et des organisations sociales. Ce sont les deux phénomènes d'un même moment. Le danger est que l'autonomie

des assemblées et des organisations fasse l'objet d'une cooptation par les partis politiques pour les neutraliser comme alternative ou les utiliser à leur profit.

Les enjeux de la capacité politique de mobilisation [autonome] en dehors du système politique conventionnel sont très pertinents en ces temps où la classe politique, le présidentialisme et le parlement sont remis en cause, érodant la légitimité de la démocratie représentative. Si la population ne vote pas, c'est par désenchantement face à une classe politique inerte vouée au marché, qui administre le système à travers des partis politiques devenus des agences pour l'emploi de leurs membres dans l'État. Mais cela ne signifiait pas que les citoyens n'étaient pas intéressés par la politique, comme l'ont démontré la révolte et le débordement de l'action politique en dehors de son cadre traditionnel.

À ce stade, les partis sont discrédités et ne suscitent pas l'intérêt des gens pour y participer, alors que la participation aux mouvements sociaux et aux assemblées de quartier augmente. En ce sens, le danger que les mouvements sociaux deviennent des partis est énorme, non seulement en raison de la cooptation naturelle que les partis mènent dans les mouvements sociaux pour les contrôler, mais aussi en raison de la nature fragmentée des mouvements sociaux (écologisme, étudiants, etc.) qui entrave leur capacité à générer une interprétation de la réalité qui ait du sens pour le reste des citoyens qui n'y participent pas.

D'un autre côté, les partis génèrent cette interprétation et cette perspective de l'articulation sociale, de sorte que les mouvements sociaux risquent constamment d'avoir besoin d'interagir avec les partis politiques pour s'articuler avec le reste de la population, tombant dans la cooptation ou le leadership par des agents externes. De même, les mouvements risquent de devenir eux-mêmes des partis politiques, sous la pression de s'engager dans des débats qui impliquent des questions qui dépassent leurs luttes fragmentées. L'enjeu est pour les mouvements sociaux de pouvoir s'articuler entre eux non seulement en termes opérationnels mais aussi en logique d'interprétation de la réalité et d'action politique horizontale et fédérée qui empêche leur cooptation ou leur conversion en partis politiques.

Nous nous engageons à impulser / stimuler les mécanismes de démocratie directe et à renforcer les formes d'organisation autonomes au niveau communal et de quartier. Nous comprenons le contexte de la municipalisation du système politique et le phénomène des assemblées de quartier comme les signes d'une époque et nous prenons position à la fois dans ces dernières comme dans d'autres formes de lutte. Nos efforts visent à faire avancer la critique de la démocratie représentative vers des formes d'auto-représentation populaire de caractère fédératives et horizontales qui font face au scénario ouvert par la révolte.

A BAS LA CONSTITUTION !

*Affiche, Société de Résistance Interprofessionnelle de Valparaíso, SROVV,
20 Août 2020*

Devant la fraude électorale nous disons :

« Nous nous lavons le cul avec les papiers sur lesquels les gouvernants écrivent leurs lois et, avec une grande satisfaction, avec le papier de la constitution de cette république de curé et de soldats, d'exploiteurs et de bandits !

A bas la constitution plus de codes ni des lois ! »

Le rebelle, journal anarchiste, 1899

FRENTE AL FRAUDE ELECTORAL DECIMOS:

**"¡Nosotros nos limpiamos el culo
con los papeles en que
los gobernantes escriben sus leyes, y,
con mucha satisfacción, con el papel
de la constitución de esta república
de frailes y de soldados...
de explotadores y bandidos!**

**¡Abajo la constitución!
No más códigos ni leyes."**

**(El Rebelde
periódico anarquista, 1899)**

**Sociedad de Resistencia
de Oficios Varios Valparaíso**



SOLIDARITE AVEC MONICA, FRANCESCO ET TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES DU CHILI !

Journal Anarchosindicaliste !, n°170, Novembre-Décembre 2020

En octobre 2019, un mouvement de protestation s'est développé au Chili suite à l'augmentation du prix du ticket de métro. Principalement menés par des étudiants et des lycéens, diverses actions ont été menées dans la capitale du pays, Santiago. Nombre de personnes ont appliqué le slogan d'« évasion », les incitant à entrer en masse dans le métro sans payer. Les forces de l'ordre sont intervenues très vite pour réprimer ces actions de masse et à un moment donné, la police anti-émeutes a mené une série de charges brutales dans les couloirs du métro contre les jeunes manifestants. Ces actions répressives ont suscité dans la population, en particulier parmi les travailleurs et les chômeurs un réel mouvement de soutien, les gens protestant à la fois contre la répression policière et contre l'augmentation du prix des transports.

Le 17 octobre 2019, une manifestation massive en soutien aux étudiants, est violemment réprimée par la police, ce qui crée un chaos indescriptible dans le centre de la capitale. Le lendemain, la plus grande révolte populaire de mémoire d'homme éclate au Chili. Cette révolte s'étend dans tout le pays et elle allait durer plusieurs mois. Pour la mater, le gouvernement instaure l'état d'urgence et l'armée descend dans les rues. Au total, plus de 30 personnes sont tuées par les forces de répression, les blessés se comptent par centaines. Malgré la violence étatique, la révolte ne s'arrête pas, du coup le gouvernement effrayé, est obligé de faire rentrer les militaires dans les casernes, les gens en masse envahissent les rues, pillent, attaquent les policiers meurtriers, incendient leurs véhicules, les casernes, les banques et les bâtiments gouvernementaux. Repris massivement par la foule, le slogan « *ce n'est pas pour 30 pesos, c'est pour les 30 ans* » dit bien le sens de ce mouvement.

La colère des manifestants n'était pas suscitée par les seuls 30 pesos d'augmentation du prix du billet de métro (une augmentation de 0,5%) mais surtout par le fait que les 30 ans de « démocratie » qui ont succédé aux 15 ans de dictature de Pinochet n'ont rien changé. La colère populaire dénonçait à la fois l'augmentation du coût de la vie, l'arrogance des riches, la scandaleuse augmentation de leurs fortunes, la pauvreté, la répression des forces étatiques et ce mouvement fut totalement spontané, sans dirigeants ni dirigés. Aucun parti politique n'a par ailleurs capitalisé sur ce mécontentement. Un comité de soutien aux plus de 2000 prisonniers de cette révolte populaire hétérogène, coordination du 18 octobre a été mis en place.

C'est dans ce contexte que le bureau du ministre de l'intérieur fut attaqué et détruit par des manifestants et que lors d'un attentat contre un commissariat (il y en eut beaucoup) plusieurs policiers furent légèrement blessés. Le 24 juillet 2020, deux membres de la coordination du 18 octobre, les anarchistes, Monica et Francisco ont été arrêtés et accusés d'être les auteurs des attentats. Ils sont aujourd'hui emprisonnés dans deux prisons à haute sécurité, isolés et privés de visite sous prétexte du coronavirus. Pour cette raison, Francisco et un autre révolté prisonnier ont lancé une action de grève de la faim et refusent de sortir dans la cour, les seules possibilités pour eux de continuer à lutter. Dans deux mois, un procès devrait se tenir, ils encourent de lourdes peines de prison. Ci-dessous le communiqué de la coordination du 18 octobre suite à leur arrestation :

Après une explosion dans le commissariat de Huechuraba et l'attaque manquée contre le cabinet de l'ancien ministre de l'intérieur R. Hinzpeter, après la plus grande révolte du peuple chilien, au milieu d'une pandémie mondiale, deux anarchistes sont arrêtés et la presse bourgeoise les dénonce comme coupables avant tout procès.

La rapidité avec laquelle les médias ont eu l'accès aux soi-disant preuves présentées par l'accusation, leur présence obscène lors des arrestations et leur présentation morbide de cette affaire prouve leur partialité. Ils sont les soutiens du pouvoir, complices de la police et sont un des fondements de la société. La révolte sociale actuelle ne remet pas en cause tel ou tel aspect du régime, mais elle s'attaque aux fondements même de ce régime. Les millions de personnes qui manifestent ne contestent pas tel ou tel groupe politique mais l'organisation même de la société, les racines du système social. La seule réponse de l'état a été de moderniser la répression, et de cibler tous ceux qui se dressent contre le système en les déclarant ennemis.

C'est le cas de Monica et Francisco, camarades anarchistes. Ce n'est pas un hasard si cela se produit alors que le gouvernement est sur le point de promulguer une loi sur le renseignement qui accroît les pouvoirs de la police, et implique les forces armées dans la répression. Les organisations sociales sont ainsi davantage criminalisées et une menace directe pèse sur toute tentative de protestation populaire.

En tant que coordination de soutien aux prisonniers politiques, nous avons été ciblés, persécutés et victimes de tentatives d'intimidation.

La dénonciation de l'emprisonnement systématique des militants sociaux a profondément marqué une grande partie de la société et la violence de la répression a mis à nu les contradictions du système. La coordination de soutien aux prisonniers

politiques nous permet de nous retrouver tous dans la lutte, en dépassant les différences de classe, et elle constitue une menace réelle pour le pouvoir. Il n'est donc pas étonnant que le pouvoir cherche à nous diviser en différenciant les divers types de protestation, et en essayant d'opposer les manifestants entre eux.

Francisco et Monica nous vous exprimons notre soutien total, toute notre affection et notre amour vont vers vous et tous ceux qui sont emprisonnés. Nous ne reculerons pas dans notre soutien. Nous vous embrassons en regardant la lune, que vous et nous pouvons voir malgré les murs qui nous séparent. Nous sommes plus unis que jamais.

Monica et Francisco libres, dans la rue !

Liberté pour tous les prisonniers politiques ! »

CNT-AIT France



VOS MIETTES SONT NOTRE RICHESSE !

Site internet du Sindicato Oficios Varios Santiago, 5 août 2020

L'une des plus grandes différences qui existent aujourd'hui entre les gens qui vivent dans le monde, et qui d'une manière ou d'une autre nous détermine, est le montant d'argent que nous avons. C'est l'argent lui-même en tant que matière physique et métaphysique qui reproduit cette différence très déterminante et qui même, chez certaines personnes, les conditionne de manière vitale à vivre une vie digne ou indigne. L'argent, la monnaie, est devenu une nécessité vitale, plus vitale que la nourriture (même si on ne peut pas consommer un billet), car pour obtenir de la nourriture, il faut de l'argent; un paradoxe contradictoire et plutôt décadent de la modernité.

Au Chili, une loi d'État comme beaucoup d'autres accordera de l'argent aux gens²⁶, mais cette loi, contrairement à d'autres, accordera aux chiliens, aux femmes et aux hommes chiliens, de l'argent qui leur appartient de droit depuis longtemps et qui leur a été volé au cours d'une dictature militaro-étatique qui a mise en selle une nouvelle élite bourgeoise pour administrer le pays. Qui étaient les voleurs? Cette même élite bourgeoise créée par Pinochet et basée sur les Chicago Boys avec leur paradigme néolibéral. Avec ce vol, la dictature militaro-étatique a consolidé les hiérarchies économiques qui nous gouvernent aujourd'hui (par exemple: la famille Piñera), mais pire encore, elle les a consolidées avec de l'argent qui appartenait au peuple. Aujourd'hui, c'est à la mode d'exiger la fin du système des 10 pour cent des administrateurs des caisses de retraite (AFP) créée en 1980 par le frère de l'actuel président du Chili. S'il y a moyen de démontrer la profonde détermination que l'argent lui-même représente pour les gens, c'est bien cet événement. Cet événement nous montre principalement deux choses: premièrement, le besoin vital que représente l'argent chez les gens pour maintenir une vie digne et confortable, sans de grandes pénuries, et deuxièmement, la différence entre ceux qui ont plus et ceux qui ont moins. Mais il y a pire: ceux qui ont plus possèdent plus parce qu'ils possèdent notre argent investi ailleurs, c'est-à-dire qu'ils sont riches à nos dépens et c'est pourquoi ils nous gouvernent soit politiquement, soit économiquement!

En tant qu'anarchistes, nous proposons que l'argent soit aboli car il est impensable que la spéculation détermine notre condition humaine et ne nous permette pas de vivre de manière digne. Le seul moyen d'abolir l'argent est de le faire à partir d'une bataille culturelle, car sans éliminer cette pensée capitaliste-

²⁶ NdT : la loi de suppression des prélèvements obligatoires de 10% sur les revenus pour les AFP, administrateurs privés de fonds de pension

individualiste, même si l'argent est aboli, la misère continuera d'exister, tout comme l'égoïsme et la propriété privée, facteurs qui contredisent aujourd'hui l'amour, lequel favorise l'anarchie, qui est naturellement dans le bien-être humain des personnes.

Cependant, nous ne sommes pas aveugles à ce qui se passe dans notre environnement et nous savons que l'argent des AFP ne devrait pas appartenir à des entreprises privées et encore moins à l'Etat. Les caisses de retraite qui appartenait auparavant aux caisses de secours mutuelles et communales, c'est-à-dire aux organisations de travailleurs, sont d'abord passées aux mains de l'État du Chili en 1931, après l'imposition du code du travail pendant la période dictatoriale de Carlo Ibáñez del Campo. Puis, après de nombreuses réformes, tout cet argent a été privatisé. En tant qu'anarchistes, nous proposons que les AFP cessent d'exister et que l'argent passe entre les mains des travailleurs et des étudiants du pays, car cet argent n'appartient pas au privé, mais à ces mêmes personnes qui ont dû se sacrifier toute leur vie, sacrifice imposé par une économie capitaliste. Et c'est encore moins à des politiciens qui ne nous représentent pas de décider quoi faire de cet argent. Nous ne devons pas les remercier de nous donner des miettes qui deviennent notre pseudo-richesse avec ses odeurs de faim, d'acquisition et de consommation.

Ce que fait l'État du Chili aujourd'hui, c'est quelque chose qu'il aurait dû faire il y a longtemps, mais ne vous y trompez pas, nous savons tous que cela n'éliminera pas la hiérarchie économique déjà imposée et créée avec notre argent. Car pour les propriétaires des AFP, et tout son monopole cyclique, ce ne sera rien de plus qu'une crise financière qui s'arrangera avec le temps grâce à notre travail. Par conséquent, ils continueront à nous exploiter et à nous mentir comme ils le font aujourd'hui. En tant qu'anarchistes, nous ne sommes pas dupes et nous savons que l'histoire sera repeinte en rose, qu'on marquera cette loi comme un pas vers une vie plus juste et plus digne. Mais l'histoire noire, marquée par l'inhumanité de la vérité, marquera cette loi pour ce qu'elle est: la tâche la plus dégoûtante de l'État chilien présidé par sa hiérarchie économique et qui, soumise à l'état de droit et à la spéculation monétaire, dégrade l'humanité de toutes et tous, nous asservissant obligatoirement à l'argent par la faim. Enfin, il est vrai que pour toute idéologie, la réalité est implacable, mais il vaut mieux se rendre compte à quel point nous sommes soumis que croire que nous sommes libres.

«La liberté politique sans égalité économique est une fiction, une fraude, un mensonge; et les travailleurs ne veulent pas de mensonges. »

Mikhaïl Bakounine.

ILS VAINCRONT MAIS ILS NE CONVAINCRONT PAS

Page Facebook du Sindicato Oficios Varios Santiago, 16 mai 2020

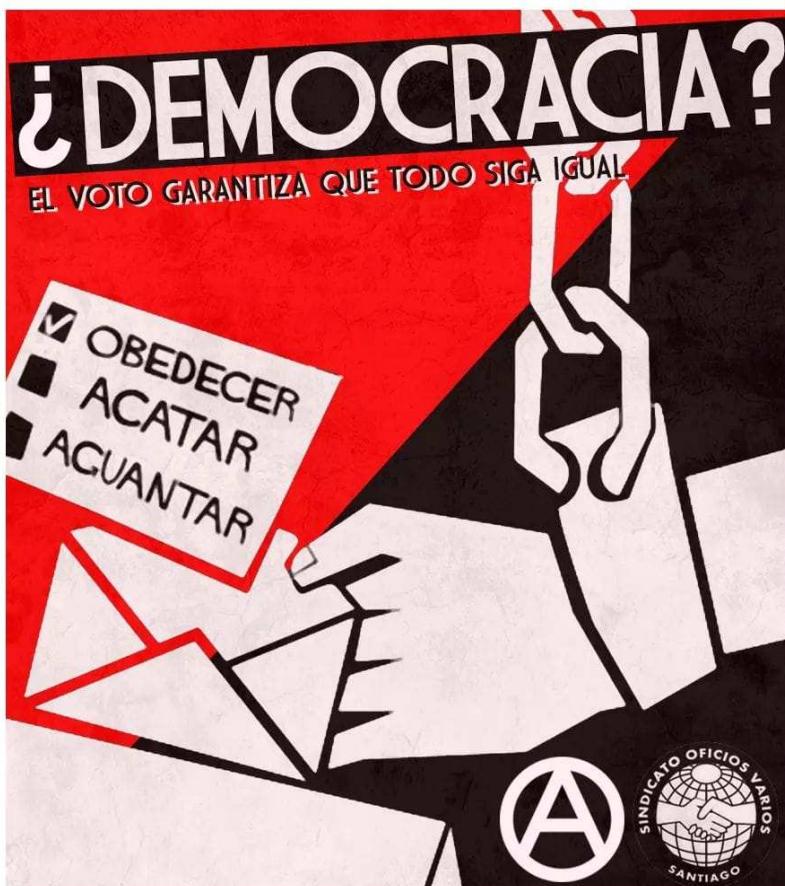
L'objectif de ce texte est de démontrer au lecteur qu'en tant que personne physique, il est capable de faire de la politique pour lui-même sans avoir à dépendre des "experts politiques" qui le gouvernent. La politique est une action quotidienne qui, comme l'économie, est formulée tous les jours, toutes les heures et toutes les secondes, en ce sens, nous faisons tous de la politique quand nous sommes en relation les uns avec les autres, tout comme nous faisons de l'économie. Alors: pourquoi laisser la politique aux "experts politiques" autour de l'Etat? Qui semble d'ailleurs être une entreprise commerciale plutôt qu'une institution sociale. Si nous pouvons et faisons de la politique pour nous-mêmes, pourquoi laisser un État nous gouverner? En outre, l'État est-il une institution qui promeut la démocratie, c'est-à-dire qui permet à ses citoyens de se considérer comme autonomes plutôt que comme gouvernés par d'autres? Nous disons non et nous exigeons de mondialiser la politique, car c'est la seule façon que les gens ont pour faire et défaire les solutions pour la population. En tant que peuple libre, nous ne voulons pas demander des solutions à l'État et à ses "experts politiques", mais nous voulons trouver des solutions aux problèmes qui se présentent à nous. Passons à un exemple plus clair pour faire réfléchir le lecteur.

Le processus plébiscitaire qui se forge dans le pays n'est rien de plus qu'un processus institutionnel par et pour l'État, comprenant l'État comme un ensemble de relations sociales entrelacées plutôt que comme une entité physico-matérielle. Par conséquent, ce processus est contre et en faveur de la démocratie. Parce que, monopolisé par l'État, il a déjà un résultat et cela ne devrait pas nous surprendre en choisissant l'une des options; Que je l'approuve ou la rejette, aucune transformation sociopolitique profonde n'aura lieu dans la société chilienne, mais le pouvoir des "experts politiques" sera justifié. Maintenant, on pense que ce processus est une méthode démocratique car il essaie de générer des solutions politiques à travers la participation des citoyens du pays, mais en réalité, ce n'est rien de plus qu'un schéma qui vise à valider les politiques faites à huis clos et sans transparence par ces "experts politiques" qui nous gouvernent.

Si des plébiscites populaires ont déjà été organisés contre les centrales hydroélectriques, contre le TPP (Accord de Partenariat Transpacifique) ainsi que la consultation citoyenne pour le prochain référendum (qui n'a pas été pris en compte par l'État), nous nous demandons si ce processus doit désormais être tenu pour officiel. Nous insistons sur le fait qu'il est monopolisé par l'Etat et n'est pas fait par le peuple lui-même, mais par des "experts politiques". Cependant, au lieu de confier

ce processus à l'État chilien, il devrait être fait par le peuple lui-même et surtout par les conseils de quartier, car c'est le seul moyen pour que ce processus soit transparent et légitime; en dehors du champ de l'État et de son pouvoir corrompu. Le prochain référendum qui se tiendra au Chili, comme tout autre programme politique réglementé par l'État, ne fait que spécialiser les relations sociales de la société avec la politique; éloigner la politique de la vie quotidienne et, en même temps, éloigner les gens de la politique, car ils se considèrent ignorants de ces questions. Mais vous n'êtes pas ignorant, vous avez une voix, un droit et un devoir avec la politique, non pas en tant que personne qui demande des solutions, mais en tant que personne qui les réalise.

Vive l'anarchie! Amour, solidarité et fraternité!



Démocratie ? Le vote garantit que tout reste identique

QUE LA RAGE VOUS ORGANISE

Page Facebook du Sindicato Oficios Varios Santiago, 24 avril 2020

Comme prévu, le gouvernement a mis en place des mesures pour capitaliser sur la crise sanitaire. Nous ne sommes pas du tout surpris, c'est ce qu'ils ont toujours fait. Certaines des dernières lois qui aggravent les inégalités et la précarité sont la loi sur la suspension de l'emploi, ou la mal nommée "*loi sur la protection de l'emploi*", qui donne aux employeurs le pouvoir de suspendre les contrats de travail sous le prétexte de Covid-19. Il y a aussi le règlement électronique qui est censé accélérer le processus de cessation de la relation de travail, mais, dans la pratique, il laisse de côté d'importants droits du travail; tels que ne pas autoriser les travailleurs à préserver leurs droits en cas de désaccord avec le règlement de l'employeur, permettre aux employeurs de se désengager du paiement des salaires et, à part cela, donner lieu à la mise en œuvre de licenciements collectifs sans droit de réclamation.



Le capitalisme a utilisé toutes ses astuces pour protéger ses propres intérêts et profiter de ceux qui en ont le plus besoin, en utilisant les travailleurs comme chair à canon, démontrant une fois de plus que nous sommes un numéro de plus pour eux, même si cela nous coûte notre vie et notre temps. Étant donné que les élites recherchent de nouvelles méthodes d'exploitation, nous devons également rechercher de nouvelles formes de lutte et d'organisation, meilleures et plus énergiques.

Le sacrifice au sein du système dans lequel nous vivons n'a rien de nouveau, alors maintenant nous devons intensifier la propagande anarchiste, démontrant qu'il existe différentes façons de nous organiser socialement. Lorsque les gens parlent de normalité, nous devons leur rappeler que la normalité vivait en crise. Ce sont des moments pour avancer dans différentes formes de soutien mutuel et de solidarité, développant la désobéissance et l'auto-organisation, pour démontrer que nous ne recherchons pas la normalité, mais plutôt nous recherchons l'émancipation des exploités, l'abolition de l'État et des classes sociales, avec l'aide de tous, par le travail, l'effort individuel et collectif. Nous voulons un maximum de bien-être tout en respectant la liberté et la personnalité de chaque être humain. Pour tout cela, nous disons: n'abandonnez pas et laissez la rage vous organiser !

RECUPERATION DE LA PLACE DE LA DIGNITE A SANTIAGO DU CHILI, LE 20 DECEMBRE 2019

Page Facebook du Sindicato de Oficios Varios, Santiago

Nous continuerons de résister dans la rue contre tout État, en tant que SOV (*Sindicato de oficios varios*) nous avons participé à différentes manifestations, à la fois dans le centre nerveux qu'est la Place de la Dignité (en récupérant le principal point de rencontre de la protestation sociale) et dans différentes parties de la région métropolitaine. Parce que nous croyons à l'action directe comme méthode de lutte, nous ne cesserons pas de combattre. Nous ne craignons pas l'ennemi qui nous asservit et nous condamne une vie de soumission.

Ce vendredi 20 décembre, nous avons vécu une véritable bataille pour tenter de récupérer la Place de la Dignité. Nous avons triomphé sur cette même place. Bien que ce fût une joie collective, il n'y a rien à célébrer car nous avons encore des milliers de compagnons détenus et des milliers d'autres blessés et violés.

C'est pourquoi nous appelons à ne pas abandonner et à ne pas laisser toute cette lutte en vain. Nous sommes nombreux et cette bataille ne fait que commencer car nous n'avons pas encore obtenu de changement réel par rapport à nos exigences. Au contraire, ils continuent à adopter des lois toujours plus répressives et tentent de semer la confusion dans la population.

Vive la lutte !

Vive la liberté

Vive le peuple conscient

Vive l'anarchie

SOV Santiago



A PROPOS DE LA REVOLTE AU CHILI : «CE N'EST PAS QUE POUR LES 30 PESOS ... JE SAIS JUSTE QUE CE N'EST PAS MARX. CELA RESSEMBLE PLUS A BAKOUNINE. »

Information des compagnons du Groupe Anarchiste Germinal de Concepción, 4 décembre 2019

« Chers compagnons de la CNT-AIT en France,

Tout d'abord, merci de votre sollicitude. À Concepción, nous n'avons pas encore eu de compagnons en détention ni de prisonniers, même si certains ont été blessés par balles au cours des premières semaines de lutte.

Ici, une forte présence a été maintenue dans la rue et dans certains quartiers en organisant ou en participant à des assemblées populaires auto-convoquées, où la teneur de l'organisation, très libertaire, a été très intéressante. Il a été possible de maintenir une lutte acharnée jusqu'à aujourd'hui 3 décembre sans baisser les bras, et ceci de la même manière partout, à Santiago, à Valparaíso, à Iquique, à Tocopilla, à Puerto-Monte, c'est-à-dire sur presque tout le territoire national.

Je vous envoie un texte que nous avons envoyé au début du soulèvement populaire et qui est encore très valable. Particulièrement aujourd'hui, alors que le gouvernement a pointé du doigt les anarchistes comme les ennemis qui ont initié les feux, les pillages et qui aujourd'hui encore maintiennent les occupations de rues. Ils cherchent donc à lancer une campagne de répression contre des groupes et des individus.

Groupe Anarchiste Germinal, Concepción, Chile



CHILI : Ce n'est pas pour les 30 pesos. « Je sais juste que ce n'est pas Marx. Cela ressemble plus à Bakounine. »



C'est aujourd'hui le temps des organisations, des collectifs, des capuches et de l'horizontalité. Le gouvernement, ne comprend pas que c'est une lutte qui avait commencé bien avant le retour à la démocratie, une lutte par laquelle nous nous sommes tous soulevés, *pobladores*²⁷, étudiants, travailleuses et travailleurs, femmes et hommes au foyer, enfants

et jeunes, qui souhaitons un nouveau contrat social incluant tout le monde.

Mais au final, nous avons seulement obtenu un pacte social au niveau des partis politiques, qui n'incluait personne d'autre qu'eux-mêmes. En outre, ils ont légiféré dans le cadre d'accords qui leur ont été bénéfiques et, par leur intermédiaire, aux grandes fortunes du Chili. Nous l'avons déjà dit à la fin des années 80, que ce qui était né [de l'après Pinochet] était une partitocratie, puisque le seul moyen reconnu et autorisé de représenter ou d'être représentant était par l'intermédiaire des partis politiques.



Manifestation dans les rues de Concepción, années 1990

Dans les années 90, une nouvelle façon de se relier et d'agir a émergée, qui remet en question la structure autoritaire et exclusive des organisations traditionnelles. Cependant, avec les pratiques des années 80, des organisations ont été construites qui ont été lentement cooptées et imprégnées d'autoritarisme et de faux leaders (ce qui ne veut pas dire pas qu'il existerait des leaders vrais ou acceptables). Cependant, il existe encore des

organisations dont l'objectif est toujours le contrat social inclusif, et ce sont elles qui se manifestent sans leaders, sans représentants et parviennent à imprégner toute la société qui découvre peu à peu sa force et sa solidarité de lutte.

²⁷ NdT : petits paysans familiaux pauvres

Cette lutte en presque 4 semaines a réussi à rendre visibles de manière active et alarmante les demandes les plus urgentes, qui n'ont rien à voir avec les 30 \$ du prix du métro de ticket, et beaucoup plus avec les pillards qui rendent au peuple les biens qu'ils ont pris, où le cas de ces rivières asséchées, avec des gens incapables de nourrir leurs animaux ou d'entretenir leurs cultures, tandis qu'un seul « señor » peut arroser sans problème de nombreux hectares. Aujourd'hui, comme ces fleuves qui reprennent leur cours, la population dans son ensemble, à travers des organisations sociales et populaires, loin des partis politiques qui dirigent depuis plusieurs décennies les luttes, a également commencé à marcher de manière à se représenter elle-même, agissant et parlant par elle-même, en soulignant les changements profonds qui remettent en question ce modèle de capitalisme radical.

En tant qu'anarchistes, nous voyons que cette manifestation de protestation a réussi à générer un changement de paradigme dans la lutte sociale, a maintenu une révolte attaquant des symboles économiques qui sont le support de ce système, non plus en crise, mais définitivement en défaite. De la même manière que les libéraux se réfèrent au socialisme vénézuélien comme à un système qui ne donne pas de réponses, de même le libéralisme chilien ne donne pas de réponse non plus, car il est construit sur une illusion idéologique imposée par les armes et entretenue par l'endettement individuel.

La population et les organisations horizontales et d'affinités ont réussi à rester dans la rue avec et malgré les milices militaires ; loin de diminuer les manifestations se sont multipliées, de nombreuses personnes les ayant rejoint contre la répression policière.

Nous pensons que parallèlement au maintien des barricades et à la manifestation dans les centres villes, il est nécessaire d'activer et d'organiser des assemblées populaires et réelles et de définir la discussion des stratégies et des approches pour lutter, avec des territoires libérés de la répression et du pouvoir de l'Etat. Une feuille de route pour un « Chili Minimum » (Chile Mínimo) avec laquelle nous progressons vers une nouvelle restructuration de la société : plus solidaire, plus active et plus combative.

**CONTINUONS LA LUTTE JUSQU'A CE QUE
TOUS LES POLITICIENS DEGAGENT !
*QUE SE VAYAN TODOS !***

ORGANISE-TOI POUR COMBATTRE, PAS POUR DIRIGER !

Groupe Anarchiste Germinal



Assemblée populaire à Temuco, Décembre 2019



Assemblées populaires dans les quartiers populaires de Santiago, décembre 2019

Pendant l'insurrection populaire au Chili fin 2019, les manifestants attaquent les églises chrétiennes, protestantes et évangéliques, qui participent toutes à la corruption du pouvoir, et sortent le mobilier pour en faire des barricades.



Manifestation pour le 1^{er} anniversaire de la révolte au Chili, Santiago, 18 Octobre 2020

APRES UN MOIS DE MANIFESTATIONS DANS LA REGION CHILIENNE (SOV SANTIAGO)



**SINDICATO DE
OFICIOS VARIOS
SANTIAGO**

Déclaration du SOV (Sindicato Oficios Varios) de Santiago, 21 novembre 2019

Bien que le mécontentement [populaire] fût présent au Chili depuis de nombreuses années c'était le silence qui régnait dans la population. À contrecœur, les gens exprimaient leur mécontentement, toujours sans crier, toujours obéissants, sachant que le travail est finalement la seule chose qui apporte notre pitance. Et si nous sommes attentifs à l'histoire, il n'y a pas si longtemps, au Chili crier et se lever signifiait des balles, du sang et la mort. C'est ce même manque de justice et d'impunité, et l'indignité de nous avoir fait courber l'échine tant d'années, qui nous ont fait envahir les rues de tout le pays. Les gens ont ouvert leurs yeux pour voir un gouvernement, source d'injustice sur tous les fronts et dans tous les aspects de nos vies. Voilà ce qui a généré un soulèvement social. Tout le mécontentement s'est matérialisé, il ne s'agissait plus de petits groupes isolés encourageant des revendications, c'est la population dans son ensemble qui s'est arrêtée et qui a dit « ASSEZ ! » (Basta !). L'air du temps de l'opinion publique [a changé], on a commencé à mentionner toutes les revendications et les réclamations jamais entendues, les oubliés ont pris la parole. Ce qui s'est passé le vendredi 18 octobre, a été une étape bien franchie, c'est la marche de la population qui s'est prolongée depuis plus de un mois, et dont nous savons qu'il ne doit pas s'arrêter.

Cependant, nous voyons aujourd'hui que le problème social a été déporté sur la création d'une assemblée constituante, certains veulent que toute la lutte soit concentrée sur ce sujet. En tant que syndicat, nous avons parfaitement conscience qu'une assemblée constituante ne résout pas ou n'atteint pas le fond de notre lutte. On a voulu nous la montrer comment une fin en soi, mais nous sommes pleinement conscients que ce n'est pas le cas. Nous savons qu'une assemblée constituante ne changera pas la réalité que nous vivons en tant que pauvres. Nous savons comment la réforme fonctionne dans la lutte et le soulèvement social, comment elle est proposée comme quelque chose qu'elle n'est pas, car nous savons que cette assemblée se fait avec l'idée de générer une nouvelle façon d'administrer le capitalisme. Et c'est pourquoi notre proposition est de ne pas aller dans cette direction, ni de favoriser une voie étatique qui cherche à enrôler sous son drapeau la révolution des oubliés.

Dans les réformes, on parle de beaucoup de choses, y compris l'augmentation du salaire. Bien que cela puisse être perçu comme une amélioration, qui donnera en quelque sorte un peu de lumière pour améliorer notre qualité de vie, en fait cela ne sera pas le cas. Le gouvernement nous donne ces améliorations économiques, mais parallèlement, les impôts augmentent et c'est pareil puisqu'on finit par payer de notre « poche » ces « améliorations ». Ce n'est pas nouveau que le pouvoir ne veuille pas perdre ni une miette de pain. Nous sommes donc critiques contre tous les « bénéfiques », « avantages » et autres « pacte sociaux » qui découleraient de ce processus.

Au cours de la manifestation, nous avons pu voir comment différentes formes de résistance se sont soulevées et comment ils ont voulu que les forces du désordre les répriment. Aujourd'hui l'ouvrier, l'étudiant, le villageois et le salarié sont bien informés et commencent à s'organiser. Le gouvernement est le dos contre le mur, et aucune force répressive ne pourra arrêter ces progrès, peu importe leur acharnement. Nous avons vu émerger spontanément des cuisines communautaires, des groupes d'ambulanciers paramédicaux, toujours disponibles pour nos gens. Nous avons vu des groupes de défense rotatifs qui n'abandonnent pas la résistance, des défilés féministes réclamant les droits des femmes, témoignant de violences subies pendant des années, sans crainte et avec force. C'est cela notre alternative, c'est cela qui véritablement marque un avant et un après, qui montre que quand nous sommes organisés toutes et tous, nous sommes beaucoup et tout est possible, que nous pouvons répondre à nos besoins de manière autonome et déterminée, que nous sommes les principaux acteurs de ce mouvement. Cette avancée ne peut pas être perdue, car c'est un territoire gagné, c'est l'avant-poste de ceux qui ont pris la parole, des oubliés, du peuple.

Dans chaque manifestation, sont apparus des groupes d'autodéfense qui ont fait face à la violence démente et aberrante des forces du désordre. Nous soutenons pleinement toutes et tous ceux qui luttent. Nous croyons que nous devons renforcer nos idées avant tout, nous savons que c'est ce qui doit rester de l'affrontement [avec le système] et ce qui lui donne un sens. Aucune avancée n'est malheureusement gratuite, il y a des victimes, des disparus et des assassinats, un nombre important de personnes privées de leur liberté. Les forces répressives du désordre emprisonnent les pauvres, emprisonnent les combattants sociaux et ceux qui n'ont pas eu d'opportunité réelle dans la vie. C'est pourquoi nous disons: tous les prisonniers sont politiques. Nous exigeons la liberté de ceux qui sont emprisonnés pour avoir combattu ou pour être nés pauvres.

En tant qu'anarchistes, nous n'avons aucune ambition de démontrer quoi que ce soit, nous travaillons côte à côte avec les gens, nos idées ont toujours été au service

de la justice et de l'amour de l'humanité, contre l'autorité, le capitalisme et le patriarcat, c'est pourquoi Nous l'appliquons sur chaque front où nous travaillons. La presse bourgeoise a voulu pendant des années criminaliser nos idées, notre mouvement, mais avec cette manifestation, il a été montré qui est le vrai terroriste, ce mot dont la bouche des journalistes bourgeois est si remplie. Ils ont montré qu'ils agissent dans le respect des intérêts des puissants, pour la défense de la propriété privée, où une infrastructure vaut plus que la vie, où le corps de la femme n'est rien de plus qu'un bien de consommation. Ils ne sont pas pour la légitime autodéfense, ni pour les gens, encore moins pour nos revendications. Qu'ils se moquent ou qu'ils infantilisent ce qui nous afflige et ce qui nous soulève, nous sommes heureux de constater que la grande majorité de la population a maintenant une pleine conscience [de leur rôle].

Nous devons mentionner, à notre tour, que nous sommes critiques de la démocratie représentative, car elle donne appui aux détracteurs de nos revendications, elle élabore des politiques contre et en défaveur de notre lutte. Depuis 2006, les étudiants ont commencé à faire de la politique, rompant avec la manière de procéder imposée [auparavant], dans laquelle les acteurs sociaux n'avaient pas leur place. Dans ce scénario, le jeu de l'État était de faire appel au processus démocratique : quand bien même les étudiants auraient une opinion valable, ils n'auraient pas le pouvoir de résoudre les problèmes sociaux, car si les revendications étudiantes étaient exécutées elles seraient imposées à tous, or la démocratie n'est pas composée uniquement d'étudiants.

Ainsi, treize ans ont passé, au cours desquels diverses revendications ont été formulées, non seulement en matière d'éducation, mais également de logement, de santé, contre les fonds de pension (« NO + AFP ») ou contre le patriarcat et l'extraction minière. Aucune de ces questions n'a reçue de réponse [de la part du Pouvoir], mais toutes ont été entendues et ressenties par la population, traversant le filtre démocratique qui cherche la conciliation entre ceux qui souffrent d'injustices sociales et ceux qui en font leur business. Une conciliation qui toujours favorable aux puissants.

La lutte qui est en gestation est liée à cinq revendications : la santé, l'éducation, le travail, le logement et la visibilité de l'oppression vécue par les femmes. En tant que SOV (*Sindicato Oficios Varios*) de Santiago, nous pensons que la santé et l'éducation ne doivent pas seulement être gratuites et de qualité, mais également que les systèmes doivent changer, nous devons rechercher d'autres formes d'éducation, des modèles dans lesquels nous apprenons à penser. Nous ne sommes pas pour une éducation publique semblable à celle qui existe un laboratoire pour la machine de production. Nous entendons par là que chaque revendication doit être

travaillée en profondeur. Ce n'est pas seulement l'accès [à ces revendications qui doit être discuté], c'est aussi le contenu [de ces revendications]. Nous sommes contre le modèle économique établi. Nous savons que le problème est le capitalisme. Nous savons que le problème est aussi et conjointement le patriarcat. Nous avons une confiance aveugle que les bases peuvent créer un autre mode de vie, en harmonie avec notre communauté et surtout avec dignité, pour chacune et pour chacun. La puissance qui anime le modèle [dominant actuel], qui adhère à l'autorité et au mal-être, prêt à tous les abus et les dégâts, en parfaite coordination avec la défense de la propriété privée, nous le savons, c'est notre véritable ennemi : la façon dont ils nous forcent vivre, c'est la raison pour laquelle tous les secteurs luttent et, bien que la classe dirigeante ne veuille pas assumer cette vérité, nous continuerons dans la lutte jusqu'à ce que la vie digne devienne réalité, où nos proches ont leur foyer, où les personnes âgées reçoivent une pension qu'ils méritent, où l'école est un lieu de développement et de culture, où la santé est abordée de manière globale et non pour tirer profit de nos maladies, où les entrepreneurs n'abusent pas de nos ressources naturelles, où chaque femme et chaque compagne dispose de la décision libre et juste sur son propre corps, où l'on a le droit de sortir et de rentrer sains et saufs chez soi, un monde où on peut enfin se libérer du fait d'être toujours un objet de conquête, avec une trajectoire définie depuis le berceau, uniquement en raison de son statut de genre. Notre combat est pour tout cela, et nous ne baisserons les bras avant la réalisation de ce rêve.

Pour cette raison, nous tous qui luttons savons que l'organisation est importante. De toutes parts se lèvent des assemblées [populaires] : nous applaudissons tous les efforts déployés à la base, même si nous ne partageons pas certaines logiques de certains secteurs de gauche qui tentent et qui prétendent être le porte-parole du peuple, alors que le seul porte-parole du peuple est le peuple organisé horizontalement, selon les principes du fédéralisme. Ce dernier manque encore pour que le peuple s'organise vraiment, mais cela devient désormais possible et ce jour est [chaque jour] plus proche.

Nous ne pensons pas que le peuple soit une entité fantasmagorique querelleuse, qui ne pense pas par elle-même et qui doit être manipulée. Nous croyons au contraire que le peuple existe et que son organisation est fondamentale à partir de ses bases, que ce soit dans les territoires, dans les universités ou dans le travail.

Par conséquent, en tant que *Sindicato Oficios Varios* de Santiago, nous sommes des anarchistes mais nous ne sommes pas le porte-parole de l'anarchisme, nous sommes des travailleurs mais nous ne sommes pas les représentants des travailleurs.

Il y a encore beaucoup à faire dans le domaine organisationnel et nous pensons que le seul moyen de progresser est de mettre de côté les revendications qui ne contribuent pas à ce processus. Ce qui ne veut pas dire abaisser les drapeaux et cacher les discours, c'est simplement assumer ce que nous sommes réellement, sans mensonge, sans manipulation, et à partir de là, nous nous entendrons mutuellement.

Nous appelons à poursuivre la lutte, à l'union des organisations organisées selon les principes libertaires, dans le soutien mutuel et la solidarité.

Même si l'anarchie n'arrivera pas aujourd'hui ni demain, elle nous place toujours du côté des opprimés et contre les injustices.

Nous sommes résistance, proposition et rébellion.

De la mer à la montagne, on entend le chant puissant de la terre qui forge d'autres mondes, dont l'un est l'Anarchie.

Pour un monde nouveau, qui garantisse le bien-être et le bonheur de tous, où personne n'exploite l'autre et où nous vivons tous en harmonie avec la nature.

SOV de Santiago



“¡NO QUEREMOS SER MILICOS”, LA LUTTE CONTRE LE SERVICE NATIONAL

Publié sur <http://cnt-ait.info/2019/11/24/service-national/>

“*¡No queremos ser milicos!*”, “nous ne voulons pas être des miliciens” clame la jeunesse chilienne contre le service militaire ! Le 20 novembre dernier (2019), des centaines de jeunes chiliens se sont pressés devant la Direction Générale de la Mobilisation Nationale (DGMN) de l’armée Chilienne à Puente Alto, pour pouvoir être exempté de service militaire. En effet, ce jour-là était officiellement le dernier pour pouvoir demander à ne pas participer au tirage au sort de la conscription.

Au Chili l’inscription sur le registre du Service Militaire est automatique pour tous les jeunes de plus de 18 ans. Pour remplir ses casernes, l’armée fait appel à des volontaires parmi ces jeunes, et s’il n’y en a pas assez alors d’autres jeunes sont tirés au sort parmi les non-volontaires.

Cette année encore il n’y avait pas assez de volontaires²⁸. Alors tandis que les bottes militaires patrouillaient dans les rues de différentes villes du Chili lors de l’état d’urgence décrété pour mater la flambée sociale, les forces armées ont convoqué tous les non-volontaires, soit 95% des jeunes en âges de faire le service (les 5% restant étant volontaires), pour le tirage au sort. Ceux qui contestaient leur participation au tirage au sort (pour motif familial ou d’étude) avaient jusqu’au 20 novembre pour se manifester.

C’est ce que n’ont pas manqué de faire des centaines de jeunes avec leurs familles, qui ont fait de longues files devant le centre de recrutement pour dire qu’il n’était pas question pour eux de faire leur service militaire, alors que l’armée réprime durement le mouvement social en cours. Sur les 23 morts officiels durant le mouvement au moins 5 ont été tués par des militaires selon Amnesty International.

Parmi la foule amassée, certains portaient des banderoles où on pouvait lire par

²⁸ Le nombre de volontaire diminue chaque année : 9 400 cette année (pour un besoin de recrue de 20 000), c’est 27,5% de moins qu’en 2018 et 45,7% de moins qu’en 2017. Pour ne pas perdre la face le Général Hugo Lo Presti met cela sur le compte d’un déficit démographique de cette tranche d’âge selon les années de naissance, alors que selon les statistiques officielles la différence n’est que de 1% ...

exemple « tuer les pauvres pour donner aux riches ». Tous scandaient “¡No queremos ser milicos!”, “nous ne voulons pas être des miliciens”.

Comme tous les jeunes qui voulaient déposer leur dossier n’ont pas pu le faire (d’autant plus que le centre a dû fermer plus tôt du fait du mouvement social), et pour éviter que la grogne ne dégénère, la date limite a finalement été reportée au 30 décembre.

Les compagnons du Projet Educatif Libertaire (PeL) par ailleurs aident les jeunes à trouver des solutions pour éviter le service militaire.

Abolition du Service national !

Abolitions des écoles pré-militaires !

Projet Educatif Libertaire (PeL)



*Les Flics et les militaires sont les sicaires mercenaires des riches
murs de Santiago, Novembre 2019*

SANTIAGO EST A NOUS !

Reçu par mail, le 23 Octobre 2019

"L'augmentation du tarif du métro en 30 pesos imposée le dimanche 6 octobre 2019 a provoqué une évasion massive dans le métro de Santiago pendant toute la semaine, principalement réalisée par des élèves du secondaire. Cet événement n'est pas passée inaperçu comme une goutte au milieu du désert, mais au contraire elle est venue déborder une oasis de fureur accumulée. En s'ajoutant à une variété des conflits sociaux - environnement, genre, santé, éducation, sous-traitance, salaires de misère et retraites - les actions du peuple, écœurés des abus et de la précarisation, sont devenus de plus en plus passionnés, et se sont traduits, 12 jours plus tard, dans une grande explosion sociale.

Le 18 octobre, pas moins de 41 stations de métro ont été endommagées, 21 ont été incendiés, de nombreux mobiliers urbains ont été détruits, 4 banques ont été complètement éparpillées, plusieurs commissariats de police, des cabines de carabiniers et le bâtiment du centre des Impôts ont été attaqué; d'innombrables supermarchés étaient pillée et l'entrée du siège social d'Enel (la société de production et distribution d'électricité) a été incendiée. Selon les médias bourgeois, le coût total des dommages était de 200 000 000 de dollars chiliens. Le gouvernement de Piñera a accusé un petit nombre de personnes organisées, alors qu'en fait il y avait énormément de monde, et qu'il n'y avait pas d'organisation [derrière ces événements].

Face à la situation, l'État chilien a été débordé et a montré son vrai visage, celui qui apparaît au cas où la propriété et le pouvoir des exploités et des oppresseurs sont en danger. Se rendant compte que les 2000 Carabiniers spéciaux de la police anti-émeute envoyés cette nuit-là ne suffiraient pas à réprimer des manifestations diffuses, non seulement dans la capitale, mais aussi dans de nombreuses régions du pays, l'Etat a déclaré l'état d'urgence, amenant les militaires dans les rues, limitant la liberté de mouvement et de réunion, puis imposant le couvre-feu, de la même manière que dans une dictature militaire.

Pendant ces journées, l'Institut national des droits de l'homme a noté au moins 5 meurtres commis par les forces armées et les carabiniers des forces spéciales. Cependant, des dizaines de personnes ont été tuées dont les décès ne sont pas encore comptabilisés dans la liste officielle. On note aussi des cas de violence physique, fusillade à bout portant, humiliation par le déshabillage, abus sexuels, torture et viol de femmes.

Après 5 jours de révolte, le Président Sebastián Piñera a annoncé une série de mesures qui ne répond en aucun cas aux demandes profondes de notre classe. Ils n'ont même pas réussi à modifier le modèle néolibéral, dont le cœur est que l'État - financé par nos impôts - aide le capital privé, exonérant les exploités de toute responsabilité. Malgré cela, certains grands hommes d'affaires ont déclaré qu'ils augmenteraient les salaires inférieurs jusqu'à 500 000 \$ chiliens (688,23 \$ US). C'est de ce point qu'une analyse évidente mais utile émerge: la classe entrepreneuriale ne sera prête à abandonner quelque chose que lorsqu'elle se sentira envahie par la peur de tout perdre.

En tant que Projet Educatif Libertaire, nous pensons que cette situation marque un temps avant et après dans la conception que les opprimés et la classe exploitée a de son propre potentiel. Il a été prouvé que le pouvoir tremblait à l'éclatement spontané, alors imaginez si cet éclatement était organisé !

Nous adhérons à l'analyse partagée par d'autres organisations anarchistes et appelons à maintenir notre union face à la répression et à répandre nos idées ici et maintenant. Nous devons nous joindre aux slogans et encourager les quartiers et la population à créer des assemblées horizontales et autonomes qui favorisent l'autogestion comme socle fondamental de l'organisation.

Il est essentiel que nous communiquions et que nous nous préparions à articuler les luttes différentes. Il ne peut plus arriver qu'un événement aussi important nous trouve mal préparés, sans propositions ou travaux concrets suffisants pour soutenir l'orientation d'un mouvement vers la Révolution sociale.

De Santiago du Chili, envahi par le bruit des hélicoptères militaires et la chaleur douillette des barricades, nous sommes solidaires des familles de ceux qui ont été tués et les victimes de toutes sortes. Plus forts que jamais, nous déclarons :

ACTION DIRECTE ET SOLIDARITÉ!

SANTIAGO EST À NOUS !

MILITAIRE HORS DE NOS VIE !!

Proyecto Educativo Libertario / Projet d'éducation libertaire, Santiago, Chili.

SOLIDARITE DE L'AIT ET DE SES SECTIONS AVEC LA REVOLTE POPULAIRE DU CHILI

Secrétariat de l'Association Internationale des Travailleurs (AIT), Pologne

Solidarité avec les manifestations de la classe ouvrière du Chili

Des protestations sociales ont éclaté au Chili ces dernières semaines, reflétant la colère de la classe ouvrière face à la situation à laquelle elle est confrontée. L'État a réagi par la violence et la répression. L'Institut national des droits de l'homme du Chili a signalé que des centaines de personnes avaient été blessées et qu'il y avait eu au moins une douzaine de morts.

L'Association Internationale des Travailleurs (AIT) est solidaire des protestations sociales des travailleurs et travailleuses du monde entier. Nous devons nous unir contre la violence du capital et de l'État. Nous exprimons notre solidarité avec la lutte et le mépris du gouvernement. Nous devons nous organiser pour créer une société autogérée capable d'abolir cet instrument d'oppression et de commencer à œuvrer en faveur de la population – de toute la population !

Le Secrétariat de l'AIT, 04 novembre 2019

Rassemblement des compagnons de la section Polonaise ZSP-AIT

Solidarité avec les travailleurs au Chili ! (18 novembre 2019)



Le Syndicat de Varsovie du ZSP-AIT tient à exprimer sa solidarité avec la classe ouvrière au Chili, qui a massivement pris la rue. Au Chili, comme dans beaucoup d'autres pays du monde, la classe ouvrière ressent quotidiennement les effets des relations sociales capitalistes et elle a dit Assez ! Lorsque les gens descendent dans la rue en masse,

les institutions étatiques tentent de pacifier les manifestations, mais parfois, les manifestants n'abandonnent pas l'esprit et s'engagent ouvertement dans la lutte contre les autorités. Dans cette situation, repousser les attaques nécessite une bonne

organisation. Mais aussi le besoin de travail quotidien, d'auto-organisation et d'assistance mutuelle, qui aidera à construire une autre société fondée sur les principes de liberté et d'égalité sociale.

Nous nous efforçons également de créer une telle société sans hiérarchie économique ou sociale. Nous souhaitons bonne chance à nos compagnons au Chili dans la lutte et pour l'auto-organisation. Le capitalisme et l'État sont nos ennemis communs, peu importe où nous vivons. Contre la répression et la misère, la solidarité est notre arme!

ZSP – Syndicat Général de Varsovie

« Solidemo à Vienne pour les insurgés chiliens »



Le 21 décembre 2019, le WAS (amis de l'AIT en Autriche) a manifesté sa solidarité avec les travailleurs chiliens rebelles, conjointement avec d'autres compagnons solidaires et des amis chiliens de « *Chili Despertos Vienne* ». Nous voulions exprimer notre soutien aux insurgés Chiliens, mais aussi informer les gens de la rue.

Ce qui se passe au Chili nous semble très important mais malheureusement, trop peu d'informations sont diffusées dans les médias bourgeois.

Malgré une forte pluie, une cinquantaine de personnes se sont rassemblées devant l'ambassade de la République du Chili. En plus des discours et de la musique, nous avons distribué des flyers d'information sur la situation au Chili. Nous avons redécoré la place avec des drapeaux rouges et noirs, des banderoles avec des slogans révolutionnaires en espagnol et allemand et de nombreux yeux peints. Les yeux sont un symbole des plus de 300 personnes qui ont perdu la vue à cause des balles en caoutchouc lors des brutales opérations de police depuis octobre. De là, nous sommes ensuite partis bruyamment sur la Stephansplatz, où nous avons tenu un rassemblement. Nous tenons à remercier tous ceux qui étaient là avec nous ! La lutte contre le capital et pour une vie meilleure pour tous se poursuit, au Chili comme partout ! *El pueblo unido jamás será vencido !*

Participation de la CNT-AIT de France à l'Acte 50 des Gilets Jaunes en solidarité avec le soulèvement populaire au Chili

MANTES-LA-JOLIE

(6 décembre 2018)



SANTIAGO DU CHILI

(23 Octobre 2019)



« désormais le calme et l'ordre républicain doivent régner. Nous y mettrons tous les moyens car rien ne se construira de durable tant qu'on aura des craintes pour la paix civile. J'ai donné en ce sens au gouvernement les instructions les plus rigoureuses. » - Emmanuel Macron, allocution télévisée, 10 Décembre 2018

« Nous sommes en guerre » - Sébastien Piñera, Président du Chili

**Le Capitalisme c'est la guerre, à Santiago comme à Paris,
à Beyrouth, Alger, au Rojava comme à Hong-Kong.**

A bas l'Etat et le Capitalisme ! Pour la Révolution sociale et l'Anarchie !

CNT-AIT contact@cnt-ait.info



Paris, 26 octobre 2019

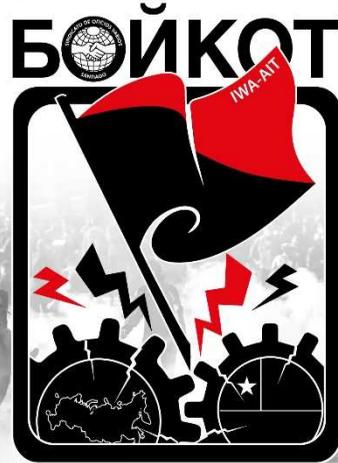
Campagne internationale de boycott en solidarité avec la révolte au Chili

반신자유주의 국제 보이콧 캠페인
칠레 사회 봉기에 연대하는



칠레 인민은 계속 봉기하고 있고 봉기를 이어나갈 것입니다. 그러나 국제적인 연대 없이는 이들 투쟁하는 민중에 대한 살해, 폭력, 고문은 멈추기 불가능할 것입니다.

Международная антинеолиберальная кампания
Солидарность с социальным протестом в Чили



Народ Чили мобилизован и будет мобилизован, но без международной поддержки не удастся остановить убийства, увечья и пытки социальных борцов.

CAMPAGNE INTERNATIONALE ANTI-NÉOLIBÉRALE
en solidarité avec la protestation sociale au Chili



Le peuple chilien est et continuera d'être mobilisé, mais sans soutien international, il ne sera pas possible d'arrêter les meurtres, les mutilations et la torture des combattants sociaux.

Wine, salmon, avocados,
blueberry, apples, grapes,
cherries, fruits from Chile...

Pistachios, hazelnuts
and figs from Turkey ...

Some products have
a taste of blood...

LE CHILI APRES UN AN DE REVOLTE POPULAIRE ... POINTS DE VUE ANARCHISTES

**La Nouvelle Constitution : tout changer pour ne
rien changer, ou quand les politiciens volent
au secours de l'Etat et du Capitalisme ...**



CNT-AIT

<http://cnt-ait.info>

contact@cnt-ait.info